

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

La Chine, en ligne de mire des États-Unis

KENNY HOLSTON

- **Vers l'élection présidentielle de 2027**
- **L'impérialisme américain**
- **La Coupe du monde de football**
- **TotalEnergies**
- **Aux origines des États-Unis**
- **Le Parti bolchevique**

Au sommaire de ce numéro

France : vers l'élection présidentielle de 2027	1
La Chine, en ligne de mire des États-Unis	4
La lutte de l'impérialisme américain pour maintenir sa suprématie	11
La Coupe du monde de football : nationalisme, impérialisme et affairisme	16
TotalEnergies, multinationale du racket et de l'exploitation	22
États-Unis : une naissance révolutionnaire occultée	27
Une nouvelle histoire du Parti bolchevique	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087
BIC PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



France: vers l'élection présidentielle de 2027

La situation politique française s'inscrit dans un contexte international marqué par l'exacerbation de la concurrence, l'endettement généralisé des États et la menace permanente d'un krach financier. Les effets de la crise se faisant de plus en plus sentir, la bourgeoisie se prépare à renforcer ses attaques contre les travailleurs et parallèlement l'extrême droite semble se rapprocher du pouvoir.

Malgré les discours ronflants sur la réindustrialisation du pays, qui serait en cours, les shows orchestrés par Macron à Versailles pour vanter le « Choose France » et attirer les investisseurs, les faillites se multiplient et la croissance s'effondre. À l'instar d'autres pays de l'Union européenne, le pays fait face à une crise budgétaire majeure, aggravée par l'augmentation de la charge de la dette et par l'explosion des dépenses militaires.

Depuis 2024, malgré l'absence d'une majorité parlementaire, les budgets ont pu être rabetés. Mais la bourgeoisie exige désormais des coupes massives dans les dépenses destinées aux services publics, comme celles mises en œuvre par Trump aux États-Unis ou Javier Milei en Argentine, et elle attend donc du président et des députés qui seront élus en 2027 qu'ils imposent de lourds sacrifices aux travailleurs. Le grand patronat, enrichi de 270 milliards d'aides publiques annuelles, ne veut pas seulement continuer à en bénéficier, il se sert de la situation de crise et table sur l'absence de réactions d'ampleur venant de la classe ouvrière pour accentuer l'exploitation, exiger d'autres reculs et tenter de les imposer.

La bourgeoisie est donc elle-même à sa façon en campagne. La principale organisation patronale, le Medef, multiplie les contacts avec les principaux



Manifestation des travailleurs de l'usine Brandt d'Orléans en décembre 2025 après l'annonce de la liquidation de l'entreprise.

candidats attendus, y compris à l'extrême droite avec le Rassemblement national (RN). Bien que celui-ci ne soit pas le premier choix de l'ensemble du grand patronat, le Medef doit tenir compte du discrédit des partis qui ont gouverné durant des décennies pour le compte de la bourgeoisie, s'adapter à cette situation et cultiver les relations avec ceux qui pourraient être une relève. Il est certain, par exemple, que des discussions ont également lieu avec La France insoumise (LFI), un parti pourtant dénoncé

comme « d'extrême gauche ». Un de ses élus, Éric Coquerel, en tant que président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, est en bonne place pour établir discrètement de tels contacts. Le dirigeant de LFI, Jean-Luc Mélenchon, sait bien qu'il doit, malgré la diabolisation dont il est victime, donner des gages au patronat. Même dans son radicalisme verbal, il évite de s'en prendre à la bourgeoisie et à son système : son admiration pour la dynastie de l'avionneur Dassault et son actuel PDG est un



«Je suis fan du Rafale». Jean-Luc Mélenchon en visite dans l'usine de Dassault à Cergy au côté d'Éric Trappier, son PDG, en janvier 2026.

témoignage de ce respect.

En parallèle, la grande presse et les grands médias relaient continuellement l'idéologie patronale. L'orientation qu'ils propagent est toujours la même : il sera indispensable de réduire les dépenses sociales (éducation, retraites, santé) au nom des « murs d'investissements » à venir dans la défense, le nucléaire et l'intelligence artificielle et de la protection des « champions français » de l'économie comme TotalEnergies ou la CMA-CGM.

LE RN EN BONNE POSITION

Soumis à ces pressions et à ces exigences venant de la classe dominante, les principaux candidats déclarés s'échinent à démontrer combien ils les comprennent. Ainsi, après avoir promis 100 milliards d'euros de coupes budgétaires, le probable candidat du RN Jordan Bardella a mis en avant un projet de réforme des retraites qui comporterait la suppression de la notion d'âge légal de départ et la mise en place d'un système par capitalisation. Plus le RN pense se rapprocher du pouvoir, plus il jette aux oubliettes la démagogie antisystème qui lui a permis de gagner des voix dans les couches populaires.

Arrivé en tête dans 93 % des communes lors des élections européennes de 2024, le RN y a augmenté ses voix de 50 % par rapport à 2019. De même, entre les élections législatives de 2022 et celles de 2024, donc en deux

ans, il est passé de 4,2 à 10,7 millions de voix. Il apparaît donc comme le vainqueur possible des prochaines échéances électorales. Il faut ajouter que le « front républicain », mis en place par les autres partis lors des précédentes élections pour empêcher le RN d'emporter la présidence ou la majorité absolue à l'Assemblée, pourrait n'être plus qu'un souvenir en 2027, notamment en cas de duel au second tour de la présidentielle entre Jordan Bardella – ou Marine Le Pen – et Jean-Luc Mélenchon.

L'arrivée au pouvoir du RN, prédite par tous les sondages et inscrite dans cette dynamique, représenterait un coup dur pour les travailleurs, à commencer par ceux d'origine étrangère, qui deviendraient une cible de sa politique, et elle serait un encouragement pour tous leurs ennemis. En accélérant l'évolution autoritaire de la société, en attisant les

divisions parmi les exploités, un gouvernement RN pourrait mener une politique antiouvrière féroce.

MÉLENCHON EN REMPART

Parmi les travailleurs, nombre de ceux qui s'inquiètent de voir Bardella ou le Pen arriver à la présidence de la République se tournent vers Mélenchon. Celui-ci a réussi à apparaître comme le candidat à la présidence susceptible de battre celui du RN et de représenter une véritable alternative à gauche. En tout cas, il suscite l'engouement d'une partie des travailleurs, des jeunes des quartiers populaires des grandes villes et des travailleurs immigrés, qui lui sont reconnaissants notamment pour ses prises de position contre le génocide à Gaza et pour ses dénonciations du racisme ambiant. Il touche ainsi une fraction de la jeunesse révoltée par les humiliations et les discriminations subies, mais aussi une partie de la base traditionnelle de la gauche qui y voit le seul candidat pouvant être un rempart contre une victoire du RN.

Pourtant toutes les prises de position de Mélenchon montrent les limites d'un tel rempart. Au fond, le candidat de LFI ne cherche rien d'autre qu'à redonner quelque crédibilité et un nouveau vernis à l'idée d'une alternative gouvernementale de gauche que les passages au pouvoir de Mitterrand, Jospin et Hollande ont largement dévalorisée. Les



Le RN multiplie les gestes en direction du grand patronat et s'affirme «pro-business».



Mélenchon, derrière un déploiement de drapeaux tricolores, lors de son meeting de Saint-Denis le 7 juin 2026.

nouveaux slogans mis en avant par Mélenchon ne changent rien de fondamental à cette politique qui vise tout simplement à parvenir au gouvernement dans le cadre du système politique actuel pour le gérer au service de la bourgeoisie, qui plus est dans le cadre d'une situation générale aujourd'hui très dégradée.

Mélenchon, qui refuse par avance de combattre l'organisation capitaliste de la société, se présente comme le candidat de ce qu'il nomme la Nouvelle France, mais invoque la défense de la nation et de la souveraineté française, souvent avec des tons particulièrement chauvins. Candidat à gérer les affaires de la bourgeoisie, il ne pourra que trahir

les quelques espoirs qu'il suscite dans l'électorat populaire. Son élection serait sans doute une défaite politique pour l'extrême droite, mais elle ne diminuerait en rien le terreau sur lequel elle se développe, ni le racisme qui gangrène l'appareil répressif de l'État que Mélenchon n'envisage en aucun cas de briser.

LA CANDIDATURE DE NATHALIE ARTHAUD

Dans ces élections, Lutte ouvrière sera donc présente. La candidature de notre porte-parole Nathalie Arthaud visera à faire connaître le plus largement

possible les idées et les objectifs qui sont ceux des communistes révolutionnaires face à un système capitaliste en décomposition. Nous affirmerons que si se protéger du danger représenté par l'extrême droite est vital, ce combat est indissociable du combat conscient des travailleurs pour inverser le rapport de force avec le grand patronat et stopper les reculs de la condition ouvrière. Dans cette période de crise et de marche à la guerre, il faut contester la direction de l'économie à la bourgeoisie.

Notre campagne sera l'occasion de conforter les travailleurs qui veulent s'organiser et lutter collectivement, conscients du fait que les vrais maîtres de la société sont les capitalistes. Contre le nationalisme, elle réaffirmera les intérêts communs des travailleurs à l'échelle internationale et leur perspective d'émancipation commune : abattre le système capitaliste afin de rendre possible une refondation de la société sur des bases collectives, et cela à l'échelle mondiale. Voter pour la candidature de Nathalie Arthaud sera aussi affirmer la nécessité de créer un parti et une Internationale communistes révolutionnaires luttant consciemment pour cet objectif.

18 juin 2026



Rassemblement des travailleurs de Samsung Electronics devant une usine de semi-conducteurs à Pyeongtaek, en Corée du Sud, le 23 avril 2026.



La Chine, en ligne de mire des États-Unis

Le 14 juin, les États-Unis ont annoncé un protocole d'accord avec l'Iran, contre lequel ils sont en guerre depuis le 28 février. Rien ne dit que cet accord, dont les contours restent flous, sera effectivement conclu. Mais il est évident qu'au-delà de cette confrontation, l'impérialisme américain, sous la direction de Trump, veut réaffirmer sa suprématie à l'échelle mondiale. La guerre contre l'Iran fait partie de cette offensive, en l'occurrence pour faire respecter la loi des États-Unis dans un Moyen-Orient où les États-Unis entendent rester la puissance dominante. Mais au-delà de cette guerre, le principal obstacle à la domination mondiale américaine apparaît aujourd'hui comme étant la Chine.



Le président Jimmy Carter (à gauche) et l'ex-président Richard Nixon (au centre) reçoivent Deng Xiaoping (à droite) à la Maison Blanche, en 1979.

Les 14 et 15 mai, Donald Trump était à Pékin pour une rencontre au sommet avec Xi Jinping. Selon un journaliste, celui-ci a pu se payer le luxe de demander à Trump si les États-Unis étaient prêts à éviter le « piège de Thucydide », une telle situation de conflit entre une puissance montante, la sienne, et une puissance établie, celle de Trump, pouvant en effet se terminer par la guerre.

La montée en puissance

de la Chine ces quarante dernières années, la pénétration de ses capitaux sur les marchés internationaux et sa transformation, même si elle n'est que très partielle, d'atelier du monde en concurrente des firmes occidentales est réelle. Derrière les sourires diplomatiques, l'impérialisme américain a depuis plusieurs années déjà mesuré que l'État chinois est non seulement suffisamment solide pour résister à sa pression sur son

marché intérieur, mais est assez fort maintenant pour aider ses entreprises nationales à prendre des marchés au Moyen-Orient, en Amérique latine ou en Afrique.

**UN VASTE TERRITOIRE,
UNE POPULATION
NOMBREUSE, UN ÉTAT
CENTRALISÉ ET DIRIGISTE**

La montée en puissance de la Chine ces dernières années s'explique en grande partie par la puissance de son État, un État bourgeois qui s'appuie sur 1,4 milliard d'habitants, 7,2 % des terres émergées du globe, ce qui lui donne une force et des moyens de premier plan. La taille de la Chine ne serait cependant pas grand-chose si elle n'était administrée par un État fort, centralisé, qui plus est un État qui s'est construit pour la protéger de la pression de l'impérialisme, après la révolution de 1949, et que celui-ci n'a toujours pas réussi à soumettre ni à contrôler.

Au 19^e siècle, la Chine a été intégrée de force au marché mondial, dépecée par les puissances occidentales. Commençaient alors le siècle de l'humiliation. Ce n'est qu'en 1949 que la révolution

nationale menée par le Parti communiste chinois (PCC) sous la direction de Mao Zedong mit un terme au dépeçage du pays. Mais elle ne mit pas fin à la pression impérialiste. L'État chinois s'est construit des années 1950 à nos jours en opposition à l'impérialisme occidental. C'est cette histoire qui explique ses traits actuels.

La révolution de 1949, quoi qu'en disent les partisans de Mao et de son régime, fut de nature bourgeoise. La classe ouvrière ne s'était alors pas encore relevée de l'écrasement qu'elle avait subi en 1927 et ne fut que spectatrice. La révolution, dirigée par le PCC, devenu en réalité un parti nationaliste, formé de cadres venus surtout de milieux intellectuels bourgeois, s'appuya pour vaincre les troupes de Tchang Kai-chek soutenues par l'impérialisme américain sur une profonde révolte paysanne. Mais même la bourgeoisie, pour faible qu'elle était dans ce pays immense, s'était alors détournée du régime de Tchang Kai-chek, régime complètement corrompu et inefficace. Toute une fraction de la bourgeoisie pouvait ainsi se retrouver dans la quatrième étoile du drapeau du PCC, celle qui symbolise la bourgeoisie patriote. La révolution réalisa une partie des tâches démocratiques alors à l'ordre du jour en unifiant le pays, en libérant les paysans de leurs dettes et du quasi-servage dont ils étaient l'objet, en chassant les seigneurs et l'impérialisme. La propriété capitaliste ne fut pas touchée. Seule l'île de Taïwan, devenue le refuge de Tchang sous protection américaine, resta à l'écart de cette révolution.

Après 1949, le PCC dut reconstruire l'État tout en subissant l'embargo de l'impérialisme. Cet État bourgeois dut très vite fonctionner sans la bourgeoisie, qui ne voyait que ses intérêts immédiats et l'embargo imposé par les États-Unis. Les efforts que lui demandait le PCC convainquirent bien vite les capitalistes chinois, que Mao présentait comme des patriotes, d'aller continuer leurs affaires à l'étranger, à commencer par Hong-Kong, Taïwan et Macao. Quelques-uns d'entre eux restèrent sur place pour y

représenter les intérêts de leur famille, et s'intégrèrent à l'appareil d'État. Il revint à celui-ci d'administrer l'économie dans sa quasi-totalité jusqu'à la fin des années 1970. En 1972 seulement, à l'initiative du président Richard Nixon, les États-Unis décidèrent de mettre fin à l'isolement de la Chine. Celle-ci s'ouvrit de nouveau aux capitaux étrangers. Une partie des capitalistes chinois émigrés revint de l'étranger faire des affaires sous le contrôle de l'État chinois et les couches dirigeantes de l'État s'approprièrent des pans entiers de l'économie. Ainsi, au contraire de l'évolution dans nombre de pays impérialistes, ce n'est pas la bourgeoisie qui fit de l'État l'outil de sa domination à l'intérieur et de son expansion à l'extérieur, mais c'est la couche dirigeante à la tête de l'État et du PCC qui imposa ses règles et ses intérêts, y compris à la bourgeoisie chinoise renaissante. C'est cette particularité, produit de son histoire, qui a permis que la Chine ne soit pas dépeçée quand elle se rouvrit aux capitaux étrangers après la visite de Nixon, puis après la mort de Mao en 1976, et quand elle réintégra pleinement le marché mondial dans les années 1990, jusqu'à être admise à l'OMC au début des années 2000.

Dans les années 1980 et 1990, la Chine s'intégra d'abord au marché comme sous-traitante des trusts occidentaux. Elle devint l'atelier du monde qui offrait au capitalisme international une

classe ouvrière jeune, éduquée mais sous-payée, forte de centaines de millions de membres. Elle exportait du textile et des pièces électroniques, des marchandises réalisées pour le compte de trusts occidentaux ou japonais ou encore des composants intégrés dans des marchandises produites par ces trusts étrangers. Aujourd'hui, toute une partie de l'appareil de production chinois fait toujours partie de la chaîne de valeur dominée par les trusts occidentaux, à l'image d'Apple qui soustrait toujours en Chine une très grande partie de la fabrication de ses téléphones. Mais le soutien de l'État central, celui des provinces ou des administrations municipales, le protectionnisme qu'ils déployèrent notamment en imposant des joint-ventures (coentreprises) associant entreprises étrangères et entreprises chinoises, obligatoires pour qui voulait faire des affaires dans le pays, permirent à un certain nombre d'entreprises de développer leur propre écosystème, d'acquérir les technologies et de lancer leurs propres productions. L'État construisit ainsi, consciemment et patiemment, au fil des décennies 2000 et 2010, ce qu'il appela des « champions nationaux », des entreprises en mesure de concurrencer leurs semblables occidentales, y compris dans des produits finis et de haute technologie.

Trump, les 14 et 15 mai, était accompagné d'une vingtaine de



La première Volkswagen Santana de Chine, sort de la chaîne de montage à Shanghai le 11 avril 1983.



Le représentant adjoint au Commerce avec la Chine (à gauche), lors d'une conférence américaine sur la coopération économique et commerciale, en septembre 2015 à Seattle.

grands patrons américains, sélectionnés parce qu'ils avaient tous des différends commerciaux, des problèmes à régler avec l'État chinois. Ainsi Jensen Huang, le patron de Nvidia, a vu les ventes de ses puces, essentielles pour l'intelligence artificielle, tomber à près de zéro depuis que l'administration américaine l'a contraint à ne vendre en Chine que des versions bridées. L'État chinois en a profité pour développer une filière nationale capable de concurrencer Nvidia sur toute une partie de ses produits. Le patron de l'entreprise étasunienne Micron Technology, qui vend d'autres types de semi-conducteurs, voit ses produits interdits de fait par l'État chinois sous prétexte de sécurité nationale, une réponse aux barrières mises en place par l'État américain contre l'importation des produits de Huawei. Au total, il est bien difficile de dire quels ont été les résultats des négociations en coulisse, mais les capitalistes américains, malgré toute leur puissance, doivent constater encore une fois qu'ils ne font pas ce qu'ils veulent en Chine.

LA POLITIQUE D'ENDIGUEMENT DE L'IMPÉRIALISME

Le développement des décennies 1990 et 2000 s'est donc transformé en une rivalité que les dirigeants de l'État américain ont qualifiée de systémique, jugeant qu'ils ont affaire à un État qui

leur échappe complètement et dont le développement menace leur position hégémonique. Ce retournement dans l'attitude de l'impérialisme ne date pas de Trump, mais était en réflexion dès 2007, sous George Bush. En 2011, Obama opéra un « pivot stratégique » consistant à basculer toute une partie des forces militaires américaines en Asie, où il fallait canaliser, endiguer, contenir la Chine, selon les mots consacrés par les dirigeants impérialistes. Les États-Unis multiplièrent les pressions contre ce qu'ils considéraient comme des chasses gardées chinoises intolérables. Ils renforcèrent aussi leurs bases et leurs alliances militaires avec le Japon, les Philippines, le Vietnam, la Malaisie. Depuis, les États-Unis, en association avec la France, le Royaume-Uni, le Japon et l'Australie, organisent au large des

côtes chinoises des opérations appelées Fonops (pour *Freedom of Navigation Operations*) sous prétexte de garantir la liberté de navigation, qui serait menacée par la marine militaire chinoise. Comme quoi le concept de liberté de navigation ne prend pas le même sens selon les mers où elle se dispute... En 2017, Trump engagea son pays sur la voie de la guerre commerciale, en taxant ou en interdisant l'entrée d'un certain nombre de marchandises aux États-Unis, comme celles produites par Huawei. Biden, président entre 2021 et 2025, ne modula qu'à la marge la guerre commerciale engagée par Trump. En octobre 2022, son équipe affirmait : « *Priorité est de conserver [son] avantage compétitif sur la Chine* » et que : « *La République populaire de Chine est le seul compétiteur qui a l'intention de reformater l'ordre international, et qui possède aussi, de plus en plus, le pouvoir économique, diplomatique, militaire et technologique pour parvenir à ses fins.* »¹

En 2025, dès le début de son deuxième mandat, Trump chercha à amplifier la guerre commerciale mais sans autre résultat qu'à la marge. Du fait de la faiblesse et des limites de leur marché intérieur, bien des entreprises chinoises trouvèrent les moyens de contourner les obstacles mis à leurs exportations en s'implantant au Mexique, au Brésil, au Vietnam ou en Hongrie, comme le fait par exemple le constructeur automobile BYD.



Le vice-président américain, Mike Pence, accuse Pékin d'ingérence, à Washington, le 4 octobre 2018.

1 Document de sécurité nationale stratégique des États-Unis, octobre 2022.



Voitures électriques BYD en attente d'exportation, dans le port de Taicang, dans la province chinoise du Jiangsu, en août 2025.

Elles trouvèrent aussi d'autres débouchés, en Asie, Amérique latine et Afrique. Quant aux restrictions américaines sur les exportations vers la Chine de produits sensibles, l'État chinois y réagit en mettant les bouchées doubles pour développer des filières dans les semi-conducteurs, l'automobile électrique et la robotique. Finalement, sur un nombre certes limité de secteurs, le terrain de cette concurrence n'est plus seulement le marché intérieur, sur lequel les entreprises chinoises ont, comme dans l'automobile électrique, en partie évincé leurs concurrents occidentaux, mais les marchés internationaux.

L'EXPORTATION DES CAPITAUX CHINOIS

Le fait que la Chine exporte des capitaux fait dire à certains qu'elle est devenue une puissance impérialiste comparable aux vieilles puissances occidentales parvenues au stade impérialiste tel que Lénine le décrivait en 1915. Ce critère n'est cependant pas suffisant. Singapour, Hong-Kong, le Luxembourg exportent dix fois, vingt fois plus de capitaux par habitant et par an que les États-Unis sans que cela fasse de ces territoires des puissances impérialistes. Quand Lénine décrivait l'impérialisme comme le stade suprême du capitalisme, il décrivait des nations où la libre concurrence avait cédé la place aux monopoles, où la banque et l'industrie avaient

fusionné, où la bourgeoisie s'était transformée en oligarchie financière et faisait de l'État son instrument pour conquérir le monde. Partage économique et partage territorial, colonisation et militarisme, guerres contre les peuples et guerres entre impérialismes allaient de pair avec l'exportation des capitaux. Si ces traits de l'impérialisme sont toujours ceux des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne ou du Japon, ils ne sont pas, ou pas complètement, ceux de la Chine.

La Chine n'a pas toujours exporté des capitaux : les investissements directs à l'étranger (IDE), autrement dit les capitaux sortant de Chine, sont restés marginaux jusqu'au début des années 2000. Entre 2001 et 2016, suite à l'entrée de la Chine dans l'OMC, la valeur que représentent ces capitaux sortant du pays s'est envolée. En effet, Pékin poussait alors ses entreprises publiques d'État (les SOE) à sécuriser leurs approvisionnements en matières premières et à acquérir des technologies de pointe. Les exportations de capitaux progressèrent de façon très rapide jusqu'en 2016, année où elles atteignirent un pic historique d'environ 196 milliards de dollars. L'État chinois d'abord, les puissances occidentales ensuite, mirent fin, pour des raisons qu'on détaillera plus loin, à cette envolée et, depuis 2017, le volume de ces IDE stagne entre 150 et 190 milliards de dollars par an. À titre de comparaison, les IDE sortant des États-Unis se situent à plus de deux fois ceux de la Chine, entre 350 et 400 milliards

de dollars par an, tout comme ceux de l'Union européenne et du Royaume-Uni pris ensemble. Les IDE sortant du Japon, pays dont le caractère impérialiste ne fait de doute pour personne, sont légèrement inférieurs à ceux de la Chine.

En fait, si l'on rapporte les capitaux exportés à la taille de la population des pays concernés, la Chine se situe bien loin, entre la 30^e et la 45^e place mondiale, puisque les capitaux sortant du pays y représentent entre 100 et 135 dollars par an et par habitant, contre 800 à 1 500 pour les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Japon. Le Brésil et l'Inde, quant à eux, mobilisent à l'exportation entre 15 et 30 dollars par an et par habitant, loin derrière la Chine.

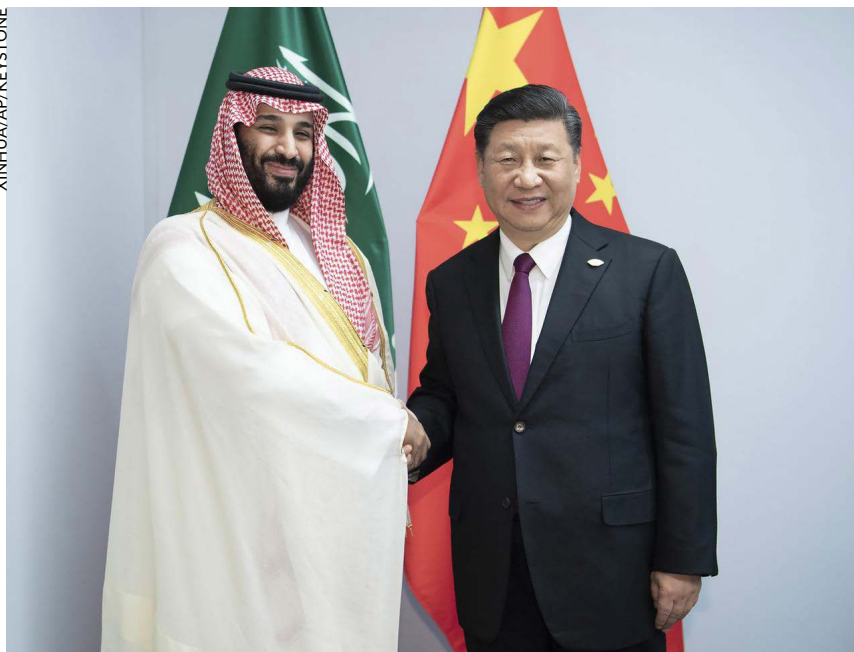
La Chine reste en fait par bien des aspects un pays pauvre qui ne peut jouer un rôle dans la concurrence mondiale que par le biais de son État, capable de tirer de chacun de ses habitants quelques dizaines de dollars, quand les pays impérialistes en tirent dix fois plus. Le rôle de l'État est central en ce qui concerne l'exportation de capitaux : à quelques rares exceptions près, ce ne sont pas des entreprises privées qui partent à la conquête du monde, ce sont des entreprises publiques qui construisent des infrastructures à l'étranger, s'emparent de sources de matières premières, toutes ces opérations se faisant sous le contrôle de l'État, qui négocie avec tel ou tel autre État, prête de l'argent, organise le marché. C'est cette capacité de centralisation de son État qui permet à la Chine de se hisser largement en tête des pays pauvres.

UN PAYS PAUVRE MAIS CENTRALISÉ ET DE TAILLE CRITIQUE SUFFISANTE

Si l'État chinois ne mobilise que 100 à 135 dollars par habitant et par an, la taille de sa population rend le volume total de capitaux exportés comparable à celui de bien des puissances impérialistes. Et c'est bien là tout le problème pour ces dernières.

À titre d'exemple, le golfe

XINHUA/AP/KEystone



Le président chinois, Xi Jinping, et le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, en 2018.

Persique lui-même est devenu un terrain d'affrontement économique majeur entre les États-Unis et la Chine, et cela bien avant la guerre contre l'Iran. En quelques années, celle-ci a conquis une place qu'on n'aurait pas imaginée il y a vingt ans sur ce marché des pétromonarchies, un marché de choix en raison des richesses qui y sont concentrées. En deux décennies, la Chine a investi près de 270 milliards de dollars au Moyen-Orient, avec une intensification marquée entre 2014 et 2023. Pékin a même injecté en 2025 plus de capitaux que les États-Unis, soit près de 20 milliards de dollars dans la construction immobilière dans la seule Arabie saoudite par exemple. Les entreprises pétrolières chinoises ont investi dans la production gazière du Qatar et développé des oléoducs, des ports et des sites de stockage un peu partout dans la région. Aux Émirats arabes unis, plusieurs entreprises chinoises construisent le tout nouveau réseau ferroviaire. On retrouve de tels investissements dans bien des pays, en Égypte, au Maroc et bien sûr en Iran.

Contrairement aux investisseurs des pays impérialistes, les entreprises chinoises n'agissent pas de façon autonome, elles restent sous tutelle, leur politique est discutée dans les sommets de l'État et du PCC et, si

besoin, leurs dirigeants perdent leur place sous couvert de lutte anti-corruption. Ainsi, c'est d'abord l'État chinois qui a brutalement freiné en 2017 le flux des capitaux sortants, inquiet de la nature de ces investissements à l'étranger. En effet, de grands conglomérats privés empruntaient alors massivement auprès des banques d'État chinoises pour acheter des actifs prestigieux mais non stratégiques : des clubs de football européens, des chaînes d'hôtels de luxe ou des studios de cinéma à Hollywood. Pékin aurait donc craint que l'endettement de ces groupes privés menace la stabilité des banques publiques chinoises. En freinant ces investissements de prestige, l'État entendait aussi mettre au pas une partie de la bourgeoisie chinoise qui cherchait, au travers de ces IDE, à mettre ses capitaux à l'abri à l'étranger, sécurisés en dollars ou en euros, en dehors du rayon d'action de ses autorités. En août 2017, le Conseil des affaires d'État chinois publia une directive interdisant ou restreignant les investissements à l'étranger dans l'industrie de guerre, les jeux d'argent, l'hôtellerie, le divertissement et les clubs sportifs, mais encourageant ceux qui se dirigeaient vers les infrastructures des routes de la soie, la haute technologie et les énergies.

Rendus nécessaires par une

économie capitaliste étouffant déjà au sein de ses frontières nationales, ces investissements ont consisté pour une bonne part à prêter à des États comme le Pakistan, le Sri Lanka, la Malaisie, le Venezuela, le Kenya, et à bien des États du Moyen-Orient... de quoi leur permettre de financer des travaux d'infrastructure à un prix meilleur que celui des entreprises américaines, européennes ou japonaises. Car, en retour, ces États, souvent délaissés par les entreprises des pays impérialistes, confient ces réalisations à des entreprises chinoises, quitte ensuite à faire payer à leur population les frais de ces prêts. La Chine utilise ainsi les milliards des routes de la soie comme une carte d'entrée lui permettant de faire contrepoids aux entreprises occidentales et de rapprocher politiquement d'elle un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique.

LA RÉACTION IMPÉRIALISTE

Les investissements chinois à l'étranger ont fait craindre aux puissances occidentales de voir leurs fleurons industriels nationaux leur échapper. Dès 2018, elles se mirent à ériger des barrières réglementaires comme elles l'avaient rarement fait. Aux États-Unis, le Congrès élargit considérablement les pouvoirs du CFIUS, le comité chargé de filtrer les investissements étrangers. Celui-ci bloqua systématiquement les rachats d'entreprises technologiques américaines et força même des investisseurs chinois à revendre des parts acquises des années plus tôt. De même, en 2019, l'Union européenne mit en place son premier cadre d'évaluation des investissements directs étrangers. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni durcirent leurs lois nationales, bloquant plusieurs rachats d'entreprises de semi-conducteurs ou de robotique.

Ce double verrouillage a complètement redessiné la carte des investissements chinois à l'étranger. Les flux vers l'Europe et l'Amérique du Nord ont reculé, tandis que les capitaux se sont réorientés vers l'Asie du

Sud-Est, l'Amérique latine et le Moyen-Orient : vers des pays plus pauvres attirés par les prix et les facilités de paiement chinois. Aujourd'hui, le stock des IDE chinois serait de 3 000 milliards de dollars, un peu moins que les 3 600 milliards détenus par les puissances occidentales dans la seule Chine.

CONCURRENCE COMMERCIALE ET INTERVENTIONS MILITAIRES

Pour les capitalistes occidentaux, les marchés et les investissements à l'étranger sont cruciaux, au point de pousser leurs États à faire la guerre pour les défendre. Mais les offensives commerciales de l'État chinois ne se traduisent pas jusqu'à présent par un plus grand interventionnisme militaire. L'impérialisme américain dispose quant à lui de plus de 700 bases militaires en dehors des États-Unis et serait intervenu militairement à l'étranger 150 fois depuis le 11 septembre 2001. Dans le même temps, la Chine n'a acquis qu'une seule base hors de ses frontières, à Djibouti, n'a mené aucune guerre d'invasion ni aucun bombardement à l'étranger. Sa projection militaire internationale s'est cantonnée au cadre de l'ONU et à la sécurisation de ses intérêts économiques, tandis

que son usage de la force reste focalisé sur sa périphérie, en mer de Chine, autour de Taïwan et au Ladakh, à la frontière avec l'Inde.

Cela ne veut pas dire que les intérêts chinois n'ont pas été lésés à tel ou tel endroit de la planète. Ainsi, l'enlèvement de Maduro au Venezuela et la guerre des États-Unis contre l'Iran sont aussi des coups portés aux intérêts chinois. Cependant la Chine n'a pas envoyé d'armes au régime iranien pour l'aider à se défendre. Et si elle a subi les conséquences économiques du blocage du détroit d'Ormuz, elle s'est bornée à chercher des solutions pour le contourner.

L'État chinois n'est évidemment pas plus pacifique que n'importe quel État bourgeois de la planète. Il a certes beaucoup moins de moyens que l'impérialisme américain mais ses moyens existent, il en fait la démonstration régulièrement. Mais il est évident pour ses dirigeants qu'une réaction militaire de sa part, à un endroit ou à un autre de la planète, le ferait apparaître sur le même terrain que l'impérialisme occidental et nuirait à son développement commercial, la Chine restant fortement dépendante de ses exportations. Les dirigeants chinois préfèrent promouvoir ce qu'ils appellent le multilatéralisme face à l'agressivité de l'impérialisme.

Grâce à la puissance de son État, à une classe ouvrière forte de centaines de millions de travailleurs, la Chine, qui reste un pays pauvre par bien des aspects, a réussi à développer une bourgeoisie importante, à développer ses centres-villes et bien des infrastructures, et à exporter des capitaux. Quant à l'impérialisme, le fait que sa domination ne soit plus directe comme au temps des colonies laisse des espaces dans lesquels la Chine a pu se glisser. Elle a donc conquis des positions commerciales en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Cependant, ces positions ne sont pas appuyées par une présence militaire et restent précaires, soumises aux rapports de force.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Il est clair que, pour les dirigeants américains, la montée en puissance de la Chine sur le terrain économique est une menace, celle d'être dans 10, 20 ou 30 ans évincés par les capitalistes chinois qui s'imposeraient sur la planète comme ils se sont eux-mêmes imposés dans le passé quand ils ont pris le pas sur leurs concurrents européens au milieu du 20^e siècle. Ils ne peuvent que chercher à contrer une telle évolution. Encore faut-il qu'ils en trouvent les moyens politiques et militaires.

L'avenir dira si les développements auxquels nous assistons sont le début d'une nouvelle guerre mondiale, mais dans cet affrontement entre les États-Unis et la Chine, les révolutionnaires ne peuvent pas être neutres. À propos de la guerre sino-japonaise en 1937, Trotsky écrivait : « Si le Japon est un pays impérialiste, et si la Chine est la victime de l'impérialisme, nous privilégions la Chine. [...] La victoire du Japon va signifier l'asservissement de la Chine, la fin de son développement économique et social, et le renforcement terrible de l'impérialisme japonais. »² Aujourd'hui, une victoire de l'impérialisme sur les puissances qui le contestent ramènerait aussi la planète des



Les porte-avions américains *USS Ronald Reagan* et *USS Nimitz* patrouillent en mer de Chine du Sud, le 6 juillet 2020.

2 Léon Trotsky, *Lettre à Diego Rivera sur la guerre sino-japonaise*, 23 septembre 1937.

décennies en arrière. On ne peut que souhaiter sa défaite et en tout cas qu'il n'ait pas les moyens de gagner. Au-delà de la solidarité avec les peuples victimes de l'agression impérialiste, les révolutionnaires doivent être du côté des pays agressés. Ils devraient aussi être du côté de la Chine si elle était à son tour la cible des agressions de l'impérialisme, celui-ci poursuivant sa logique de réaffirmation de sa puissance sur la planète.

Bien sûr, une telle prise de position des révolutionnaires ne peut suffire. L'évolution vers une guerre mondiale dont on ne peut encore discerner tous les contours n'est pas seulement le produit de l'agressivité américaine, elle est le signe de l'impasse à laquelle est arrivé le développement capitaliste, de sa

décadence et de la crise dans laquelle il est embourbé. C'est une impasse sanglante pour l'humanité. Mais l'avenir de celle-ci ne peut pas non plus être incarné par le régime chinois et son « communisme », qui n'est rien d'autre qu'un capitalisme national que l'État tente d'ordonner. Seul le retard historique de la révolution prolétarienne peut expliquer l'importance qu'ont pu prendre de tels régimes nationalistes aujourd'hui, au point qu'ils puissent apparaître à certains comme les héros de l'anti-impérialisme. C'est au système impérialiste dans son ensemble, en tant que système de domination du capital financier sur l'ensemble de l'économie humaine, qu'il faut mettre un terme pour avancer vers une économie collective et planifiée à l'échelle

de la planète. Seul le prolétariat révolutionnaire peut accomplir un tel objectif. Le développement de la Chine a fait émerger une classe ouvrière de plus de 700 millions de prolétaires, dont plus de 400 millions d'ouvriers, qui ont des intérêts communs avec les travailleurs du monde entier. C'est là le meilleur gage pour l'avenir. Les militants révolutionnaires ne doivent pas seulement savoir prendre parti dans les conflits actuels, leur principale tâche est de construire des partis ouvriers communistes et une internationale révolutionnaire, capables de lutter en toute indépendance de classe pour abattre le capitalisme et tous les régimes qui, à des degrés divers, sont des instruments de la classe bourgeoise.

14 mai 2026



Travailleurs migrants en gare de Nanchang, en 2014.

ZHOU KE/XINHUA/LANDOV



La lutte de l'impérialisme américain pour maintenir sa suprématie

Malgré les bombes déversées sur l'Iran pendant cinq semaines, Trump et son allié Netanyahu n'ont pas réussi à soumettre ce pays de 90 millions d'habitants ni à faire tomber la république islamique qui s'est donné un puissant moyen de pression en prenant le contrôle du détroit d'Ormuz. Le 17 juin à Versailles, Trump a signé avec les dirigeants iraniens un accord qu'ils peuvent présenter comme une victoire de leur pays, mais qui ouvre surtout de nouvelles discussions. Même si celles-ci finissaient par aboutir à un accord du type de celui signé par Obama en 2015, la trêve restera précaire et temporaire tant l'impérialisme américain ne peut renoncer à soumettre les pays qui résistent à sa domination.

Les États-Unis se sont enfoncés en Iran dans une impasse, de laquelle ils peinent à sortir. Ils ont entraîné leurs alliés du Golfe dans une guerre dont ceux-ci ont subi en première ligne les conséquences désastreuses pour leurs revenus, leur image internationale et leur sécurité. Le blocage du détroit d'Ormuz a aggravé le chaos économique mondial. Ainsi le Qatar assurait un tiers de la production mondiale d'hélium, ce gaz indispensable à la fabrication des semi-conducteurs. Après les bombardements des installations gazières, les capacités de production de puces sont menacées. Quant aux engrais azotés, sous-produits de l'extraction pétrolière, le quart de la consommation mondiale a été bloqué dans le fameux détroit, ce qui « *menace l'alimentation mondiale* » selon la FAO. Toutes les contradictions du système sont aggravées, renforçant la concurrence entre capitalistes et les rivalités entre les États, sur fond de menace permanente d'un krach boursier et financier.

La guerre en Iran démontre, une fois de plus, qu'il ne suffit pas de déverser des tonnes de bombes sur un pays, fussent-elles les plus sophistiquées, les plus puissantes et les plus coûteuses au monde, pour soumettre un peuple, abattre un

régime ou prendre le contrôle d'un pays. Du Vietnam à l'Irak en passant par l'Afghanistan, l'armée américaine en a fait de nombreuses fois l'expérience. Mais ces échecs répétés n'ont jamais modifié, sur le fond, la politique des dirigeants américains, qu'ils soient démocrates ou républicains. Elles les ont poussés, au contraire, à augmenter leurs capacités militaires. Il en ira de même cette fois-ci.

UNE FUITE EN AVANT VERS LA GUERRE

La domination de l'impérialisme américain s'appuie sur sa puissance économique, la richesse de ses entreprises et de ses banques, le rôle du dollar dans l'économie mondiale, l'attraction que les États-Unis exercent sur le monde, ses relais au sein des États et des classes privilégiées de la planète. Le capital américain domine les secteurs les plus profitables de l'économie capitaliste, notamment dans l'informatique, où les Nvidia, Apple, Google, Amazon, Oracle, battent actuellement des records en Bourse. Huit des dix entreprises aux plus fortes capitalisations boursières sont américaines.

Cette puissance économique

provient de l'accumulation par le capital des États-Unis des richesses produites par les exploités de toute la planète. Cela suppose de défendre et de réaffirmer sans cesse la domination américaine sur le monde, ce qui exige d'entretenir la plus grande puissance militaire. Le budget militaire américain – 1 000 milliards de dollars par an – dépasse celui, cumulé, des Chine, Japon, Inde, Russie, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie.

Aujourd'hui, le capitalisme est atteint de sénilité et plongé, depuis cinquante ans, dans une crise qui a porté la spéculation et la financiarisation à des niveaux jamais atteints. La croissance stagne, les marchés solvables s'amenuisent : plus la concurrence entre puissances capitalistes se durcit, plus la bourgeoisie américaine doit s'assurer des marchés, des routes commerciales, de l'accès aux matières premières indispensables (pétrole, gaz, terres rares et autres minerais...) tout en en privant ses concurrents. Cela pousse l'impérialisme américain à être plus offensif que jamais : vis-à-vis des impérialistes de second rang, qui lui sont subordonnés mais restent des concurrents à affaiblir ; vis-à-vis des pays qui ont acquis, du fait de leur histoire, les moyens de lui tenir tête, comme

la Russie de Poutine, l'Iran des pasdarans et surtout la Chine, dont la montée en puissance économique représente une menace pour les capitalistes américains.

Face à eux, la bourgeoisie étasunienne n'a pas d'autre choix que de maintenir par tous les moyens l'hégémonie qu'elle a acquise au cours d'un processus de plus d'un siècle, y compris au risque de faire plonger le monde dans une nouvelle guerre. C'est pourquoi la politique du gros bâton mise en œuvre par Trump n'est pas la simple gestulation d'un milliardaire mégalomane ou sous influence : si aventuriste soit-elle, elle correspond fondamentalement aux exigences de l'impérialisme américain.

L'ÉMERGENCE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Bien avant son stade impérialiste, la bourgeoisie, qui a émergé en Europe dans les interstices de la société féodale, s'est développée « *en suant le sang et la boue par tous les pores* »¹, en pillant le monde, en exploitant des hommes et des femmes, en brisant des empires parfois millénaires, en détruisant les anciens modes de production. Passés progressivement sous le contrôle d'un nombre restreint de groupes industriels et bancaires, une poignée d'États bourgeois devenus impérialistes, d'abord la Grande-Bretagne et la France, rejoints par l'Allemagne, l'Italie et, plus tard encore, par les États-Unis en Amérique puis le Japon en Asie, se sont disputé le monde. Pour vendre leurs marchandises, extraire les matières premières et investir leurs capitaux, ils ont découpé des frontières, mis en place ou fait tomber des régimes. Ils ont organisé l'économie mondiale en fonction des marchés de leurs capitalistes, déformant les économies des pays dominés de façon irrémédiable, créant des îlots de richesse et développement dans un océan de misère.

Développée plus tardivement que les autres, sur un vaste territoire qui n'a jamais connu le

morcellement de la vieille Europe, colonisé en exterminant la population autochtone, en exploitant les esclaves d'origine africaine et les migrants venus d'Europe, la bourgeoisie américaine s'est progressivement imposée aux autres. Sous prétexte de rendre « *l'Amérique aux Américains* » (James Monroe), les États-Unis ont d'abord chassé les premières puissances coloniales du continent, pris le contrôle de Cuba et Porto-Rico en posant aux libérateurs lors de la guerre hispano-américaine (1898), sorti « le gros bâton » (Theodore Roosevelt) pour détacher le Panama de la Colombie (1903), avant d'y construire un canal (inauguré en 1914) ouvrant une voie maritime vitale pour les affaires et la marine étasuniennes, pour le commerce est-ouest des États-Unis puis celui vers la Chine et l'Asie. En affirmant vouloir mettre la main sur le Panama, le Venezuela, Cuba mais aussi le Canada ou le Groenland, Trump ne fait que renouer avec le langage cru de ses lointains prédécesseurs.

La planète étant déjà partagée, les pays tard venus étant écartés de la mangeoire, les puissances impérialistes ont jeté leurs peuples les uns contre les autres pour se repartager le monde selon les nouveaux rapports de force. Entre 1914 et 1945, il a fallu deux guerres mondiales, des destructions incommensurables et plus de 100 millions de morts, pour qu'un nouvel ordre impérialiste émerge pour plusieurs décennies.

Mais ces deux guerres ont été entrecoupées d'une vague révolutionnaire qui a mis aux prises la bourgeoisie et la classe ouvrière, cette classe des prolétaires en qui Marx et Engels avaient reconnu les « *fossoyeurs de la bourgeoisie* ». En 1917, les ouvriers alliés aux paysans ont réussi à prendre durablement le pouvoir dans l'empire tsariste, encourageant des révolutions dans plusieurs pays d'Europe et même en Chine. Même si la bourgeoisie a fini par consolider son pouvoir, après de nombreuses convulsions, et à restaurer sa domination, sauf sur L'URSS qui représentait un sixième du globe,

la révolution d'Octobre a véritablement « ébranlé le monde » et offert un modèle et un espoir à des millions d'opprimés pendant plusieurs décennies.

Les États-Unis ont émergé de cette période de guerres mondiales, de révolutions et de convulsions politiques comme la principale puissance impérialiste. Si leur population a payé le prix du sang – mais beaucoup moins que tous les autres belligérants avec 400 000 morts sur les 80 millions de victimes de la deuxième boucherie mondiale – les États-Unis en sont sortis sans avoir été envahis, sans avoir subi les bombardements ni la destruction de leur industrie et de leurs infrastructures, avec une monnaie qui est devenue pour des décennies l'étalon monétaire international, avec une avance technologique et scientifique considérable.

Après 1945, les États-Unis ont continué à étendre leur domination sur les puissances secondaires. Avec le plan Marshall, la reconstruction de l'Europe s'est faite sous l'égide et au profit de la bourgeoisie américaine. Si les bourgeoisies britannique et française ont tenté de s'accrocher à leurs possessions coloniales, elles n'ont pas tardé à en être délogées, par les révoltes anticoloniales mais aussi par les manœuvres de l'impérialisme américain se posant en champion de la liberté des peuples et de l'anticolonialisme pour mieux les instrumentaliser.

Au Moyen-Orient, les États-Unis ont pris la place de la Grande-Bretagne en encourageant la création de l'État d'Israël en 1948, en organisant en 1953 le coup d'État en Iran contre Mossadegh, qui avait osé nationaliser le pétrole iranien et en jouant les arbitres en 1956 lors de la crise de Suez. En Asie comme en Afrique, les États-Unis ont profité, dès la fin de la guerre, de chaque événement pour renforcer leur position, y compris au détriment de leurs prétendus alliés, faisant dire au secrétaire d'État américain Henry Kissinger (1923-2023), jamais à court de cynisme : « *Être l'ennemi de l'Amérique est peut-être dangereux,*

1 *Le Capital*, Karl Marx.

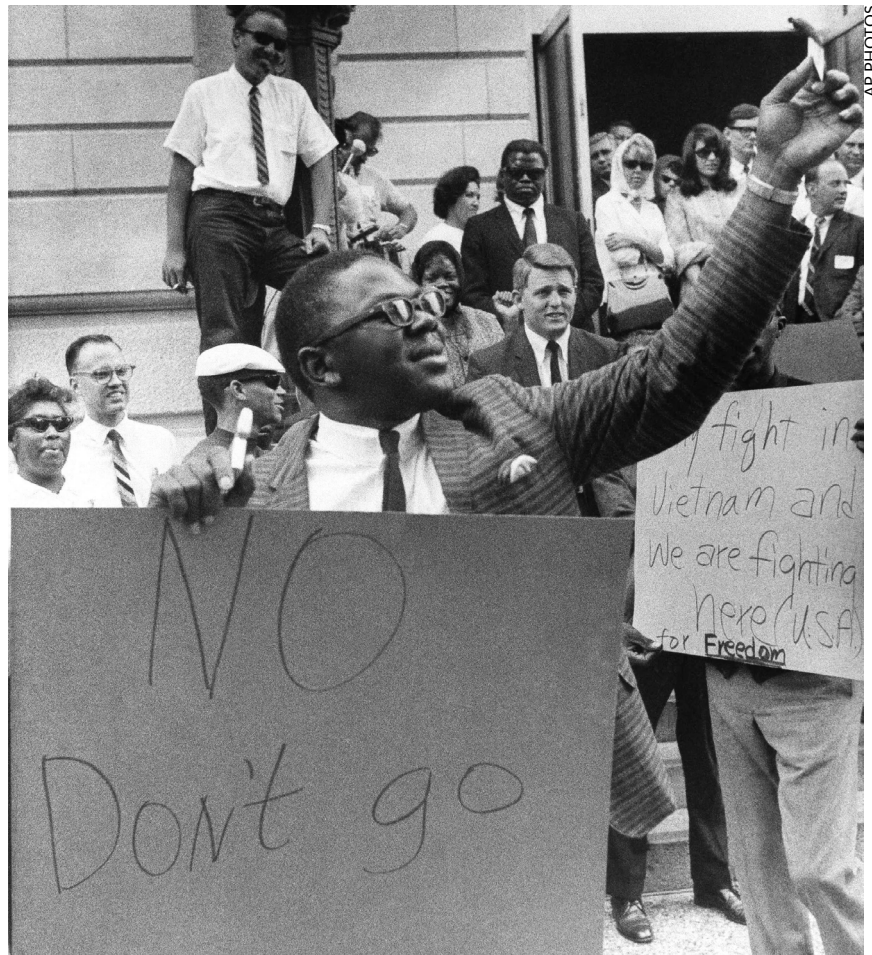
mais être son ami est fatal. »

C'est pourquoi, en dépit de leurs postures et de leurs manœuvres, des États comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou encore le Japon restent subordonnés aux États-Unis. Bon gré, mal gré, les bourgeoisies des pays impérialistes de second rang finissent toujours par se soumettre et s'aligner car elles n'ont pas les moyens de tenir tête aux États-Unis, de subir des mesures de rétorsion, de risquer d'être exclues de leur marché ou de payer des dizaines de milliards de dollars d'amendes pour non-respect d'un embargo imposé par Washington. Dans la lutte pour les marchés et les ressources, ces États essaient de préserver les intérêts de leurs capitalistes respectifs en récupérant les miettes laissées par les États-Unis.

Ainsi, dans la guerre qui oppose en Ukraine les puissances de l'Otan à la Russie de Poutine, les États-Unis sont les principaux vainqueurs. Cette guerre a affaibli les capitalistes européens, et d'abord allemands, privés du gaz russe. Les entreprises américaines ont raflé la part du lion des terres, mines, usines, banques d'Ukraine, comme des ventes d'armes. Mais, pour préserver les intérêts de Dassault, Bouygues, Crédit agricole et de leurs homologues anglais ou allemands, Macron, Starmer ou Merz, écartés des négociations entre Trump et Poutine, se posent en alliés indéfectibles de Zelensky.

UNE HÉGÉMONIE SANS CESSÉ CONTESTÉE

L'impérialisme américain n'est certes pas tout-puissant. Depuis 1945, son hégémonie n'a jamais cessé d'être contestée et il n'a jamais cessé de la maintenir par la force de ses armes. Il s'est heurté régulièrement à la résistance des peuples soulevés contre sa domination et son pillage, à commencer par le peuple vietnamien, dont la lutte a fini par provoquer, par ricochet, de puissantes révoltes dans la jeunesse et la fraction noire du prolétariat américain. Il s'est heurté à la résistance des États qui



Des conscrits manifestent devant un centre d'incorporation à Houston (Texas), en avril 1967. Sur la pancarte de droite : « Nous nous battons ici pour la liberté ».

avaient réussi à gagner une certaine base sociale et disposaient d'une relative indépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Pendant plusieurs décennies, la principale opposition à cette hégémonie est venue de l'Union soviétique. Même si la bureaucratie soviétique ne représentait plus, depuis la fin des années 1920, les intérêts de la classe ouvrière, sur laquelle elle exerçait une féroce dictature, elle était à la tête d'un vaste territoire et d'un système économique qui échappait à l'exploitation des capitalistes. Cette bureaucratie avait prouvé moult fois sa détermination à défendre l'ordre social en place, c'est-à-dire l'ordre impérialiste, en empêchant ou en trahissant des révolutions, en s'alliant avec les Alliés contre l'Allemagne hitlérienne puis en organisant avec les États-Unis et la Grande-Bretagne le maintien de cet ordre lors des conférences de Téhéran (1943), Yalta (février 1945) et Potsdam (juillet 1945).

Mais, dès que la crainte d'une potentielle vague révolutionnaire engendrée par la guerre a été écartée, la rivalité entre la bourgeoisie impérialiste et les bureaucrates soviétiques est revenue. Trois ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le monde a basculé dans la guerre froide. Du blocus de Berlin en 1948 à la crise des missiles à Cuba en 1962, et plus encore lors de la guerre de Corée entre 1950 et 1953, qui mit de fait aux prises la Chine et les États-Unis et a provoqué la mort de près d'un million de personnes, cette guerre froide a connu plusieurs épisodes de tension extrême, sans jamais se transformer en une nouvelle guerre mondiale car aucun des deux blocs ne le souhaitait.

Pendant quarante ans, malgré des tensions sérieuses, les deux superpuissances ont fait respecter « l'ordre de Yalta ». Chacune a fait la police dans sa zone, c'est-à-dire avant tout qu'elle a écrasé la moindre révolte ouvrière, combattu les

mouvements d'émancipation ou les gouvernements pas assez soumis, en laissant l'autre puissance agir à sa guise dans sa sphère d'influence. Durant ces années, marquées par les profondes révoltes anticoloniales, mais aussi par les guerres fomentées par l'impérialisme pour réprimer ces révoltes ou les affaiblir, certains pays autrefois colonisés ou semi-colonisés ont arraché leur indépendance ou renversé la dictature pro-américaine. Si aucun n'a pu échapper durablement au pillage impérialiste, certains se sont partiellement émancipés des États-Unis grâce à la base sociale qu'ils ont acquise, grâce à leur taille ou leurs ressources pétrolières, ou parce que, avec la guerre froide, ils ont pu obtenir un soutien diplomatique et économique de l'URSS. Même la petite île de Cuba a pu tenir tête à son puissant voisin grâce au soutien soviétique, après s'être libérée de la dictature pro-américaine de Batista. Plus de soixante ans plus tard, alors que les Cubains ne représentent pas le moindre danger pour la bourgeoisie américaine, Trump leur fait encore payer au prix fort leur refus de se soumettre.

Après l'éclatement de l'URSS, apparut comme la victoire des États-Unis dans la guerre froide, au point que les plus zélés apologistes du capitalisme avaient proclamé « la fin de l'histoire »², la domination américaine a pu sembler sans partage. Immédiatement, les pays de l'Otan, États-Unis en tête, ont voulu mettre sous leur emprise le territoire de l'ex-Union soviétique, pillant ses ressources naturelles, installant des bases militaires, intégrant les pays baltes à l'Otan et manœuvrant pour mettre la main sur l'Ukraine. C'est cette pression permanente qui a fini par pousser Poutine, représentant en chef des intérêts des bureaucrates et des oligarques russes, à envahir l'Ukraine en 2022 pour marquer son territoire. Après des centaines de milliers de morts et de vies brisées, des destructions et des souffrances sans nom pour les Ukrainiens et les Russes, Trump et Poutine

ont fait tomber le masque : ils discutent, dans l'ombre ou la lumière, pour se partager les richesses de l'Ukraine. Cette guerre fratricide se prolonge parce que chacun des brigands cherche à sécuriser sa part du gâteau. Poutine a le plus à perdre, à la fois parce que les dirigeants impérialistes ont plusieurs fois piétiné les promesses faites aux chefs du Kremlin après 1991 et parce qu'un « gain » trop mince après plus de quatre de guerre pourrait lui coûter le pouvoir en Russie.

Quelques années avant la disparition de l'URSS, la contestation de la domination impérialiste était venue de l'Iran, où les mollahs de Khomeiny avaient canalisé et pris la tête d'une profonde révolte populaire contre la dictature pro-américaine du chah. Dix ans plus tard, l'Irakien Saddam Hussein, que les dirigeants impérialistes avaient poussé à faire la guerre à la République islamique d'Iran, envahissait le Koweït, cet émirat aux frontières tracées par les Britanniques autour d'un vaste champ de pétrole. La riposte militaire décidée par la coalition emmenée par les États-Unis pour punir ce crime de lèse-impérialisme a ouvert trois décennies de guerres et de chaos dont le Moyen-Orient n'est jamais sorti. Des pays entiers, l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie, le Liban, ont été ravagés, balkanisés selon les ethnies ou les confessions, leurs populations tuées, mutilées, affamées, ramenées des décennies en arrière.

Ces guerres américaines ont directement fait naître et alimenté Al-Qaïda puis l'État islamique (Daesh), qui ont imposé leurs méthodes barbares aux peuples du Moyen-Orient avant d'essaimer en Afrique et ailleurs. Elles ont fait naître des générations de jeunes enrégés qui ne voient pas d'autre issue que de rejoindre les rangs de groupes djihadistes ou ceux d'appareils politico-militaires comme le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban ou les Houthis au Yémen. En attaquant l'Iran, en soutenant sans limite son allié Netanyahu quels que soient les massacres

commis par l'armée israélienne, Trump a finalement mis ses pas dans ceux de Clinton, Bush père et fils, Obama, Biden, ses prédécesseurs à la Maison Blanche. Parce qu'ils défendent un ordre social barbare et sans avenir, les chefs successifs de l'impérialisme ne savent utiliser que des méthodes brutales qui alimentent des guerres sans fin.

Depuis une dizaine d'années, la Chine apparaît comme la concurrente et la rivale la plus sérieuse de la bourgeoisie impérialiste³. Cette position est le résultat de son histoire particulière. Pillée et dépecée par les grandes puissances depuis le 19^e siècle, elle s'est libérée de leur mainmise lors de la révolution bourgeoise de 1949, une révolution mobilisant massivement les paysans encadrée par l'appareil politico-militaire du PCC dirigé par Mao. Celle-ci a fait naître un État fort et centralisé. Sous embargo pendant vingt-cinq ans, le pays s'est construit en opposition aux pressions de l'impérialisme. Quand celui-ci l'a finalement réintégré au marché mondial, en position de sous-traitant, au milieu de la décennie 1970, l'État chinois a mis ses travailleurs à la disposition des capitalistes occidentaux. Mais il a eu les moyens d'empêcher le pillage de règle dans la plupart des pays du monde.

Le contrôle de l'économie par l'État chinois a permis le développement de grandes entreprises nationales. Entravées par les limites du marché intérieur, ces entreprises, sous l'égide et le contrôle de l'État, se sont tournées vers le marché international. Tout en restant un pays pauvre par de nombreux aspects, la Chine, forte d'une population qui représente le cinquième de l'humanité, a fini par devenir un concurrent sérieux des États-Unis. Mais, contrairement à toute la propagande, les deux pays ne sont pas à égalité dans leur bras de fer. L'impérialisme américain s'est enrichi en extorquant la plus-value des travailleurs de toute la planète. Il est sans cesse à l'offensive pour empêcher que de vastes zones lui échappent. L'État

2 Titre d'un livre de Francis Fukuyama publié en 1992

3 Voir l'article « La Chine, en ligne de mire des États-Unis » dans ce numéro de la LDC.

chinois, et derrière lui sa bourgeoisie, sont en position défensive. C'est évident sur le terrain militaire, la Chine n'étant engagée dans aucune guerre depuis 1979 et n'envoyant pas de porte-avions au large de la Californie.

Depuis au moins la présidence d'Obama, au début des années 2010, les États-Unis ont la Chine en ligne de mire. Ils réorganisent tout leur système militaire et le jeu de leurs alliances pour l'encercler et tenter de l'isoler. Ils multiplient les déploiements aéronavals en mer de Chine, l'obligeant à développer à son tour son armée et sa marine militaire. Ils font monter les tensions autour de Taïwan. De part et d'autre, les dirigeants et leurs états-majors se préparent à une confrontation militaire tandis que les dirigeants politiques occidentaux y préparent leurs populations.

MILITARISATION ACCÉLÉRÉE

Les déboires de Trump en Iran montrent que les États-Unis sont très loin d'être en situation de faire la guerre à une puissance comme la Chine. Plusieurs semaines de bombardements intensifs – ajoutés à ceux de l'armée israélienne équipée par les États-Unis – ont montré que l'industrie américaine ne produit pas les bombes, missiles, et autres drones aussi vite qu'ils sont envoyés sur les infrastructures et les immeubles du Moyen-Orient. Selon une estimation du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), les États-Unis ont utilisé près de la moitié de leurs

stocks de missiles de précision et la moitié de leurs intercepteurs de missiles.

C'est pourquoi Trump réclame que ce budget soit augmenté de 500 milliards de dollars l'an prochain, une hausse de presque 50 %. Mais rien ne dit que les principaux fabricants d'armes qui absorbent une part importante de ce budget, tels que Lockheed Martin, RTX ou Northrop Grumman, soient prêts à investir massivement dans la production d'armement. En 2023, Lockheed Martin et RTX avaient consacré 19 milliards de dollars au rachat d'actions, contre seulement 4,1 milliards de dollars à leurs investissements, selon les données de l'agence Bloomberg. L'industrie de l'armement n'échappe pas à la financiarisation et au caractère de plus en plus parasitaire du capital.

Au-delà de cette question de l'armement, si Trump est contraint de négocier avec les pasdarans, c'est qu'il n'a pas les moyens politiques de déclencher une offensive terrestre en Iran. Un tel débarquement supposerait de déployer des dizaines voire des centaines de milliers de soldats avec les pertes humaines qu'il impliquerait. Sans même qu'une telle offensive soit envisagée, la population américaine se montre massivement hostile à cette guerre qui fait flamber les prix.

De tels obstacles et résistances existaient avant chacune des guerres mondiales, mais n'arrêteront pas les dirigeants américains, pas plus que ceux des autres puissances. Tout en ignorant les étapes et les délais avant une nouvelle guerre générale et

ce que seront les alliances entre belligérants, ceux qui dirigent le monde préparent ouvertement un tel conflit. Ils ne s'en cachent pas, augmentent partout les budgets militaires – 2 500 milliards de dollars en 2025, une hausse permanente depuis dix ans. Partout ils commencent à préparer les esprits à la guerre. Pour accélérer la mise en condition des populations, ils sont prêts à dramatiser chaque événement. Ils peuvent mentir, comme ils l'ont fait en 2003 avec les prétendues armes de destruction massive en Irak. Ils peuvent prétendre intervenir pour défendre la paix ou la liberté d'un peuple, les Ukrainiens hier, les habitants de Taïwan demain. Et ils réprimeront ceux qui refuseront de se soumettre.

Des dizaines de millions de femmes et d'hommes sont déjà plongés dans une guerre impérialiste qui menace l'avenir de toute l'humanité. La seule voie pour enrayer la catastrophe est que la classe des travailleurs, qui n'a jamais été aussi nombreuse dans le monde, unie par-dessus les frontières par les liens de la division internationale du travail, indispensable au fonctionnement de toute la société mais aussi de la production militaire, arrache le pouvoir à la poignée de grands capitalistes qui détient le vrai pouvoir. Les guerres ont régulièrement engendré des révolutions. Pour que ce programme devienne une réalité, il faut que des femmes et des hommes maintiennent haut le drapeau du communisme.

15 juin 2026

Le 5 février 2003, le secrétaire d'État américain Colin Powell présente au Conseil de sécurité de l'ONU une fiole qui contiendrait de l'anthrax.



REUTERS - RAY STOBLEBINE



La Coupe du monde de football : nationalisme, impérialisme et affairisme

Jusqu'au 19 juillet, la Coupe du monde de football de la FIFA se déroule aux États-Unis, au Mexique et au Canada. Si l'édition 2022 au Qatar avait fait scandale, en particulier pour l'exploitation féroce des ouvriers immigrés qui avaient construit les stades, la Coupe 2026 présente bien des traits tout aussi révoltants. Parmi les protagonistes figure Gianni Infantino, un affairiste notoire qui joue dans la cour des puissants et fait peu de cas de l'éthique sportive professée par la FIFA, qu'il préside depuis 2016 – honnêteté, intégrité, fair-play. Autre figure de la compétition, Trump, l'«ami» d'Infantino. Le président des États-Unis ne s'intéresse pas particulièrement au football, mais il entend bien tirer la couverture à lui.

D'autres – hommes d'affaires, politiciens des pays riches – ont les yeux tournés vers les États-Unis. C'est que la Coupe du monde de football est la deuxième des compétitions sportives les plus regardées dans le monde. Une compétition internationale, c'est un enjeu pour les affaires capitalistes, et dans ce cas, c'est une affaire en or. En outre, alors que s'affrontent des équipes nationales, elle est aussi un enjeu politique. Un certain nombre de ministres, de chefs d'État et de gouvernement vont faire le voyage, au nom de l'amour du jeu bien sûr... Si aucun de ces politiciens ne mouille la chemise, il s'agit pour les uns et pour les autres de faire vibrer la corde patriotique, et de tenter de transformer un peu les buts de Harry Kane, Erling Haaland ou Kylian Mbappé en dollars pour les uns, en points de popularité, voire en résultats électoraux pour les autres. Cette débauche d'argent dégoûte, à juste titre. Au Mexique, il fallait déboursier 315 euros, soit deux tiers du smic local, pour le billet le moins cher pour la rencontre inaugurale, le 11 juin. Des milliers de Mexicains ont manifesté pour réclamer l'abrogation d'une loi sur les retraites, l'augmentation des salaires des



Donald Trump reçoit le «prix de la paix» de la FIFA des mains de son président, Gianni Infantino, le 5 décembre 2025 à Washington.

enseignants, ou pour dénoncer l'incurie du pouvoir face aux assassinats de dizaines de milliers de personnes par les cartels de la drogue.

Certains communistes aiment le football, d'autres pas, et Lutte ouvrière n'a évidemment pas d'avis particulier sur qui est le meilleur joueur, quel est le meilleur match, ni pour juger que telle équipe mérite de gagner, ou que telle autre mérite de perdre. En revanche, dans ce qui entoure le football et son histoire,

en particulier ses dimensions économiques et politiques – le nationalisme, l'impérialisme, le capitalisme –, il y a de quoi intéresser les militants communistes.

AUX ORIGINES DE LA COUPE DU MONDE

Aux origines de la Coupe du monde se trouve d'abord l'essor du football en Europe occidentale puis en Amérique latine, dans le dernier tiers du 19^e siècle

EMILIE CHINN/FIFA

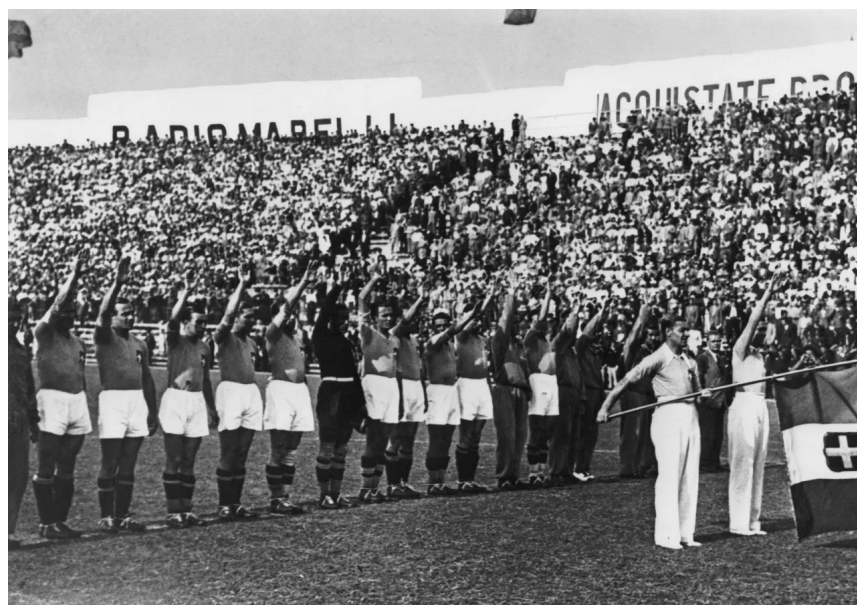
et le premier du 20^e siècle. Le football moderne, qui fut mis au point dans les écoles privées britanniques réservées aux jeunes gens de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie, s'est développé à la faveur de l'industrialisation, de l'urbanisation, qui a encouragé l'émergence de clubs dans les principales villes et du développement des chemins de fer, qui a favorisé les rencontres entre équipes. Dans la classe ouvrière, le développement d'une presse de masse, largement diffusée d'un bout à l'autre du pays, a participé à la popularité du football. En 1901, la finale de la Coupe d'Angleterre rassembla 110 000 personnes à Londres, un succès facilité par l'établissement d'un réseau ferroviaire et d'une grande presse. Le football est devenu rapidement aussi une affaire nationale. La première rencontre Angleterre-Écosse eut lieu en 1870, le premier match Angleterre-Allemagne, en 1899. Quand la FIFA fut créée en 1904, non pas en Angleterre mais à Paris, elle envisageait d'emblée une compétition internationale. Pendant tout un temps, le football fut une des disciplines des Jeux olympiques, ce qui explique qu'entre 1896 – date des premiers Jeux modernes – et 1930, il n'y ait pas eu de Coupe du monde de football. Mais, en 1928, la FIFA s'affranchit du Comité international olympique (CIO), estimant qu'elle pouvait rouler à son compte, forte de la popularité du football. À l'époque, ni les JO ni le football n'avaient acquis la diffusion d'aujourd'hui, loin de là. La télévision et Internet n'existaient pas et la radio en était à ses débuts. Un des enjeux des compétitions était la question du professionnalisme : les fondateurs des Jeux modernes, comme Pierre de Coubertin, avaient voulu préserver l'amateurisme aristocratique et réserver les compétitions à ceux qui ne travaillaient pas et pouvaient y consacrer du temps. À l'inverse, dans plusieurs pays, le football, sport très populaire, se professionnalisait, et la FIFA s'opposait donc au CIO.

La première édition de la Coupe du monde, vouée à être organisée tous les quatre ans, à chaque fois dans un pays différent, fut accueillie en 1930 par

l'Uruguay. Le choix de ce pays n'était pas fortuit, car il célébrait alors son centenaire et affichait une certaine modernité et l'Amérique du Sud était déjà l'autre continent du football : le sport y avait été introduit par la bourgeoisie anglophile, et il se diffusait dans de larges couches de la société. Après la Deuxième Guerre mondiale, la FIFA eut à cœur de choisir les pays organisateurs en fonction de divers critères, et notamment des critères d'expansion commerciale et géographique. À partir de la présidence de Joao Havelange (1974-1998), ce furent les États-Unis en 1994, le Japon (vu par Havelange comme « *le plus grand pays dans le monde de la publicité* ») et la Corée du Sud en 2002, l'Afrique du Sud en 2010, avant de nouveau les États-Unis en 2026, sont prévus le Maroc en 2030 et l'Arabie saoudite en 2034. Derrière tous ces choix, il y a des logiques commerciales, et parfois de sordides affaires de corruption.

La FIFA est en théorie une association sportive à but non lucratif, une ligue internationale. Dans la réalité, elle est très tôt devenue une puissance politique. Officiellement, elle est neutre : comme le disait sans rire Infantino, « *Le football doit rester en dehors de la politique.* » En fait la politique a toujours été dans le football, et depuis le début des Coupes du monde. Ainsi, en 1934, c'est l'Italie qui

en organisait la deuxième édition. Mussolini avait compris le bénéfice politique qu'il pouvait tirer de la compétition et, depuis la fin des années 1920, il assistait à des matchs de la Squadra Azzura, depuis les tribunes, malgré sa préférence pour le ski, l'escrime ou le tennis, pratiqués par la grande bourgeoisie, qu'il servait. Tout fut fait pour que l'équipe italienne l'emporte. Les matchs furent très physiques, voire violents ; à l'issue du quart de finale Italie-Espagne, onze joueurs furent déclarés forfait pour la suite de la compétition. Avant la finale, Mussolini adressa aux joueurs un télégramme sans ambiguïté : « *L'Italie doit frapper fort et faire tomber l'adversaire. Bonne chance pour demain. Gagnez ou vous êtes morts!* » Les arbitres furent corrompus ou menacés. Au début de la finale, le stade, quadrillé par les chemises noires, fut survolé par les avions de chasse italiens. La Squadra Azzura l'emporta, de même qu'en 1938 en France, et sa victoire fut célébrée comme celle du fascisme, et vue comme telle par les antifascistes italiens, qui la sifflèrent quand elle joua à Marseille en 1938. En 1936, Hitler, à qui l'usage fait par Mussolini de la Coupe de 1934 n'avait pas échappé, fit des Jeux de Berlin une formidable opération de propagande à la gloire du nazisme. Depuis ces tout débuts des Coupes du monde, cette



L'équipe d'Italie fait le salut fasciste, le 10 juin 1934, avant la finale de la Coupe du monde.

dimension propagandiste, nationaliste, a toujours été présente, en particulier pour le pays organisateur, dont les gouvernants veulent faire de l'événement une opération de promotion, de même que pour ceux du pays vainqueur.

LA FIFA ET L'IMPÉRIALISME

En théorie, la FIFA ne représente pas un pays plutôt qu'un autre, un continent plutôt qu'un autre. Dans ses principes, figurent l'intégrité et le « fair-play ». Sur le terrain, chaque équipe peut l'emporter et si, par le passé, ce sont des équipes européennes ou sud-américaines qui l'ont toujours emporté, rien n'empêche en théorie l'Ouzbékistan, le Cap-Vert, Curaçao, Haïti ou même l'Iran d'être le vainqueur en 2026. En réalité, la FIFA épouse l'impérialisme, dont elle est en quelque sorte une émanation sportive. D'abord, l'Europe occidentale est le centre mondial du football : cinq championnats nationaux en particulier (Angleterre, Espagne, Allemagne, Italie, France) drainent des sommes colossales et, pour les meilleurs joueurs du monde entier, y être recruté, c'est un graal à atteindre. Ces cinq ligues comptent les clubs les plus riches et les plus prestigieux. En France, le PSG, par exemple, a un chiffre d'affaires de 880 millions d'euros, c'est-à-dire le budget de l'État du Cap-Vert, un pays de 550 000 habitants. Et l'addition du budget de trois grands clubs européens, le Real Madrid (1 milliard), Manchester City (835 millions) et Bayern Munich (822 millions), égale le budget de l'État d'Haïti, 2,2 milliards pour 11 millions d'habitants. Depuis quelques années, d'autres championnats, comme celui d'Arabie saoudite ou des États-Unis, drainent des sommes importantes, et donc des joueurs de valeur, mais qui sont plutôt en fin de carrière, car c'est d'abord en Europe occidentale qu'un grand joueur peut trouver la gloire.

La FIFA a son siège en Suisse, à Zurich, et ses dirigeants ont toujours partagé les vues de l'impérialisme. Cela autorise un certain

nombre de nuances car l'impérialisme lui-même est traversé par des oppositions. Mais, dans l'ensemble, la FIFA a toujours défendu les grandes puissances, comme Infantino le fait aujourd'hui avec Trump. Cela s'est vu par exemple à l'époque de la décolonisation. Quand la guerre d'Algérie a débuté, de nombreux Algériens jouaient en France, certains à un haut niveau. Ainsi, le « Monégasque » Mustapha Zitouni était un des meilleurs joueurs de l'équipe de France, et avec le « Stéphanois » Rachid Mekloufi et plusieurs autres, ils

jouaient en équipe de France et étaient donc appelés à disputer le Mondial 1958 en Suède, alors qu'en Algérie la guerre faisait rage et qu'une répression féroce s'abattait sur le FLN. Cherchant à construire une nation et un État, le FLN constitua secrètement le Onze de l'indépendance, une sélection composée des meilleurs joueurs algériens. Le jour J, le 12 avril 1958, ceux-ci disparurent de leurs clubs respectifs et se retrouvèrent en Tunisie, comme en avait décidé le FLN. Ils constituèrent une équipe qui compta jusqu'à 32 joueurs et



Une dizaine de joueurs algériens quittent la France pour la Tunisie où ils forment le Onze de l'indépendance. Une de L'Écho d'Alger, 15 avril 1958.



En juin 1978, à Buenos Aires, le général Videla, chef de la junte au pouvoir, remet la Coupe du monde à l'équipe d'Argentine.

disputa 62 matchs dans les années qui suivirent. Mais elle ne put jouer de match officiel et fut réduite à jouer en Europe de l'Est ou contre des clubs, plutôt que contre des sélections nationales. Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie en 1962, la FIFA refusa en effet de reconnaître le Onze de l'indépendance, et elle menaçait même d'exclusion les fédérations qui auraient disputé une rencontre avec l'Algérie. Sans surprise, la FIFA se montrait complice de l'État colonial français. Elle était même un peu un club franco-britannique. En 1966, elle organisa la compétition en Angleterre et, sur les seize places qualificatives réservées à l'issue des éliminatoires, elle en accorda dix à l'Europe, quatre à l'Amérique latine, et une petite place à l'ensemble de l'Asie, de l'Océanie et de l'Afrique réunies ; les pays africains membres de la FIFA décidèrent alors de boycotter la compétition.

Plus tard, deux épisodes particulièrement sinistres illustrèrent le positionnement politique de la FIFA. Le 21 novembre 1973, quelques semaines après le coup d'État de Pinochet au Chili, l'équipe soviétique devait jouer un match de barrage dans l'Estadio Nacional de Santiago, surnommé le « stade de la mort » par la presse internationale, parce qu'il avait fait office de camp de concentration pour des milliers d'opposants, des militants de gauche, des syndicalistes, souvent torturés ou

assassinés. L'URSS demanda que le match fût délocalisé dans un pays tiers, ce que la FIFA rejeta. Quand l'équipe soviétique refusa donc de se présenter, l'équipe chilienne fut déclarée victorieuse par forfait, se qualifiant de ce fait pour le Mondial 1974. Autre épisode sinistre, en Argentine, où le Mondial 1978 eut lieu et où, deux ans plus tôt, des généraux dirigés par le général Videla s'étaient emparés du pouvoir par un coup d'État. Avec le soutien de l'Église catholique puis des États-Unis, cette junte mit en place une dictature anti-communiste féroce qui dura sept ans et fit près de 30 000 disparus et fusillés, 9 000 prisonniers politiques et peut-être 1,5 million d'exilés. Tout comme, 40 ans auparavant, les Jeux de Berlin organisés par Hitler avaient suscité le rejet, pour l'Argentine le problème se posait d'un boycott. En France, quelque 200 comités se constituèrent dans ce sens, et le 31 mai 1978, 10 000 personnes manifestèrent à Paris contre la Coupe en Argentine. Mais Havelange soutint les généraux argentins, et seuls quelques joueurs d'extrême gauche, comme les Allemands Paul Breitner et Sepp Maier, dénoncèrent le régime, qui tenta d'utiliser la compétition pour redorer son blason, fût-ce en achetant des matchs dont celui qui l'opposait au Pérou. Avec le soutien plein et entier de la FIFA et de son président Havelange.

Encore aujourd'hui, la FIFA

est proche des grandes puissances occidentales. En 2022, à la suite de l'invasion de l'Ukraine, elle a immédiatement exclu la Russie et ses clubs des compétitions internationales. En revanche, malgré la guerre à Gaza et en Cisjordanie, Israël a pu participer aux matchs qualificatifs pour le Mondial 2026. Et personne ne parle d'exclure les États-Unis en raison de la guerre qu'ils mènent aujourd'hui contre l'Iran, qui succédait à une première guerre en juin 2025. En revanche, Trump a tenté d'exclure l'Iran, pourtant qualifié, qui a demandé que son équipe, la Tim melli, puisse disputer ses matchs qualificatifs au Mexique ou au Canada, ce qui lui a été refusé par la FIFA. Un proche conseiller de Trump, milliardaire comme il se doit, a même proposé sans rire de remplacer l'Iran par la sélection italienne, pourtant éliminée à la loyale. Mais « *le football unit le monde* », répète Gianni Infantino. Le 5 décembre, après que Trump eut échoué à obtenir le prix Nobel de la paix qu'il convoitait et en eut été terriblement vexé, le flagorneur Infantino lui a remis un ridicule « prix de la paix » créé pour la circonstance, en saluant les « *efforts infatigables* » du cow-boy de la Maison Blanche « *pour unir les gens dans un esprit de paix* ». « *Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer à la paix dans le monde, et c'est pourquoi, depuis quelque temps, nous réfléchissons à faire quelque chose pour récompenser les personnes qui agissent* », a-t-il justifié en tout bien, tout honneur. Pour lui, « *objectivement, [Trump] le mérite* ». Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute, et c'est certainement le cas d'Infantino, même si, assurément, Trump entend bien tirer parti de cette sinistre farce.

MONDIALISATION ET FOOT-BUSINESS

Au fil des années et des compétitions, avec la popularité croissante du football, la Coupe du monde est devenue une affaire qui rapporte. C'est aujourd'hui la deuxième des compétitions les



La télévision fait des grands joueurs des vedettes mondiales. De Pelé, le premier, à Ronaldo et Messi, en passant par Cruyff, Beckenbauer, Maradona ou Zidane, ils ont acquis un statut que ni l'Autrichien Matthias Sindelar (1903-1939), ni le Hongrois Ferenc Puskás (1927-2006) ne pouvaient obtenir dans les années 1930, 1940 ou 1950.

plus regardées dans le monde, après les Jeux olympiques d'été mais largement devant ceux d'hiver, le Super Bowl, la Coupe du monde de cricket ou le Tour de France. 211 fédérations sont affiliées à la FIFA à travers le monde, soit 15 de plus que l'ONU ne compte de pays membres. Par exemple, le Royaume-Uni compte à lui tout seul quatre fédérations, et Hong Kong, Macao et les Bermudes ont la leur. Le caractère massif des affiliations contraste avec la gestion des instances, qui relève plutôt des mœurs d'un club assez fermé. Depuis cent-vingt-deux ans qu'elle a été créée, la FIFA n'a compté qu'une demi-douzaine de présidents, uniquement des hommes et surtout des affairistes, dont le pouvoir équivaut tout à la fois à celui d'un chef d'un petit État et d'un grand capitaliste. Le Suisse Sepp Blatter, qui l'a dirigée de 1998 à 2015, après Havelange et avant Infantino, était lui-même un homme d'affaires. Sa présidence a correspondu tout à la fois à une vaste expansion des recettes engendrées par la Coupe du monde, et à une gigantesque affaire de corruption, en lien avec Adidas et ISL, une société qui avait obtenu l'exclusivité des droits marketing de plusieurs Coupes du monde,

et qui a fait faillite en 2001 avec des dettes de plusieurs dizaines de millions d'euros. L'icône française du football Michel Platini, qui convoitait un temps la présidence de la FIFA, fit partie des corrompus du président Blatter.

Les Coupes du monde de football ont été, au fil des années, des affaires de plus en plus profitables, à la croissance exponentielle. Cette croissance est en partie celle du nombre d'équipes dans les éliminatoires (211 aujourd'hui donc), du nombre d'équipes qualifiées aussi : 13 en 1950, 16 jusqu'en 1966, 24 à partir de 1982, 32 à partir de 1998 sous Havelange, et donc 48 à partir de 2026 sous Infantino. Qui dit plus d'équipes dit plus de matchs, plus de droits télévisés, de publicité, de billetterie, etc. Alors que la phase finale durait quinze jours au début, elle approche maintenant six semaines. Quant aux éliminatoires, ils s'étalent sur deux ans et près de 900 matchs.

D'autres règles ont été modifiées pour maximiser les profits. À partir de 1950, le pays organisateur a été qualifié d'office, pour des raisons financières. À partir de 1958, la FIFA a vendu les droits télévisés à l'Eurovision, et elle est devenue une affaire

très lucrative. Pelé, qui a percé en 1958, est devenu la première vedette mondiale du football, ce qui aurait été impossible pour un joueur de la génération précédente comme le Hongrois Ferenc Puskás, ou l'Autrichien Mathias Sindelar, surnommé le « *Mozart du football* » dans les années 1930. La différence entre Puskás et Sindelar, aujourd'hui oubliés, et Pelé, Cruyff, Beckenbauer, Maradona, et a fortiori Messi ou Cristiano Ronaldo, est une différence d'époque : le football est devenu une industrie, un secteur économique mondialisé, produisant des stars qui drainent des recettes dans tous les pays, en particulier dans les nombreux pays où le football est populaire.

Et puis la FIFA compte des dizaines de « partenaires », un terme sympathique pour désigner des sponsors, qui lui versent des sommes élevées en échange d'un affichage qui peut, à son tour, leur rapporter des sommes encore plus importantes : Coca-Cola, Adidas, Aramco (on est loin du foot...), Visa, Qatar Airways (pour les « *moments interculturels de réussite et d'unité humaines* », dit l'entreprise), Lenovo ou encore Hyundai. Il y a ensuite les diffuseurs TV et les plateformes. Les droits télévisés

représentent la plus grosse source de revenus, commercialisés dans chacun des 200 pays où la Coupe du monde est diffusée. Des chaînes comme beIN, Sports-Fox, SportsBBC, etc., paient des milliards pour diffuser la Coupe du monde ; pour la diffusion en France en 2026, M6 aurait versé 120 millions. Ces diffuseurs se paient sur les abonnements et sur les droits publicitaires durant les matchs.

Le football attire en effet des audiences toujours plus importantes. En 2022, malgré divers appels au boycott, quelque cinq milliards de téléspectateurs auraient suivi le Mondial au Qatar, sur différents supports, et la finale Argentine-France fut regardée par 1,5 milliard de personnes. Le football est le sport le plus populaire du monde, et il progresse encore dans de nombreux pays. Il se diffuse y compris parmi les femmes, pourtant longtemps écartées des compétitions – la FIFA n’organisa la première Coupe du monde féminine qu’en 1991, après s’y être longtemps refusée. En France, 2,3 millions de personnes paient une licence de football c’est, par exemple, sept fois plus que pour le rugby. C’est sans compter les nombreux pratiquants occasionnels, les fans et les spectateurs qui vont au stade, et les téléspectateurs qui regardent le foot à la télé... et qui sont largement plus nombreux que les pratiquants. Qui dit spectateurs dit stades et tribunes, trains et avions, hôtels et restaurants, billetterie et sponsors ; et qui dit téléspectateurs dit droits télévisés, paris sportifs et pages de publicité à prix d’or. L’essor du nombre de matchs correspond à l’objectif de maximiser les recettes.

Chaque Mondial coûte plus cher que le précédent. En 2006, l’Allemagne dépensait 4,3 milliards de dollars ; en 2018, la Russie 11,6 milliards, et en 2022, le Qatar en dépensa 220. En 2026, la FIFA a introduit des pauses fraîcheur de trois minutes au milieu de chaque mi-temps, et elle va sans doute prolonger la mi-temps pour qu’un show en mondovision puisse être diffusé. Pour le bien-être des joueurs ? Pour celui des profits, surtout...

Les sommes engrangées par la FIFA sont en partie redistribuées aux équipes, notamment sous la forme de primes : 9 millions de dollars aux équipes éliminées dès le premier tour, 50 millions à l’équipe sacrée, etc. L’inflation des matchs est donc « gagnant gagnant ». Cette redistribution des gains permet aussi d’acheter le soutien des dirigeants de fédérations lors de l’élection des instances de l’organisation, et Infantino devrait être réélu pour le troisième mandat qu’il brigue en 2027. La FIFA verse aussi de l’argent aux clubs qui libèrent les joueurs, et qui sont d’autres grands acteurs de cette économie du football.

Une des règles des rencontres sportives est l’accès des supporters, des familles, des amis aux tribunes. Mais, aux États-Unis, ce droit est un mot creux. Une première discrimination s’opère par l’argent, vu le prix des billets, de l’hôtellerie, des transports, etc. Qui, au Cap-Vert ou au Ghana, peut trouver 10 000 ou 15 000 dollars pour aller suivre son équipe aux États-Unis ? En outre, l’administration américaine exige des supporters de certains pays pauvres, l’Algérie, le Cap-Vert, le Sénégal, la Côte d’Ivoire, la Tunisie..., qu’ils

versent des cautions de 5 000 à 15 000 dollars pour obtenir un visa. Quant aux ressortissants de l’Iran ou d’Haïti, ils ont tout simplement été interdits d’entrée aux États-Unis (*travel ban*). Le 6 juin, un arbitre somalien, Omar Abdulkadir Artan, désigné en 2025 comme le meilleur d’Afrique, a été refoulé à son entrée sur le territoire américain. En revanche, le tapis rouge est déroulé pour un certain nombre de capitalistes qui, quel que soit le vainqueur de la compétition, gagneront des millions ou des dizaines de millions de dollars sans avoir mouillé le maillot ni marqué le moindre but.

Au fond, rien de tout cela n’est étonnant. Les compétitions sportives reflètent la société capitaliste, et la Coupe du monde en est en quelque sorte une des expressions, avec ses contradictions : il y a d’un côté le talent des joueurs, leur entraînement et leur popularité, les gestes techniques et la beauté du jeu ; de l’autre, les énormes sommes en jeu, le commerce débridé, les arnaques, les inégalités criantes et la propagande patriotarde. Et le fait que ces traits soient de plus en plus prononcés, qu’ils se renforcent au fil des compétitions est à l’image de l’évolution de la société elle-même, Trump et Infantino en étant des avatars hideux. Le football pourrait-il être débarrassé de tout cela ? C’est sans doute impossible dans cette société capitaliste. Seule une organisation sociale différente, sans profit privé ni concurrence, sans frontières ni nationalisme, permettrait de débarrasser les activités physiques et sportives de tout cet environnement nauséabond.

15 juin 2026



TotalEnergies, multinationale du racket et de l'exploitation

La guerre au Moyen-Orient est une aubaine pour les majors pétrolières qui se trouvent en position de force pour augmenter leurs profits. Elles provoquent une inflation que subissent les classes populaires et aggravent les contradictions d'une économie en crise et d'un monde sur le pied de guerre. Héritière de deux entreprises fondées par l'État français, TotalEnergies est l'une d'elles et figure aujourd'hui parmi les entreprises capitalistes les plus rentables. Son histoire, inséparable de celle de l'impérialisme français, symbolise la dictature du grand capital sur la société.

Toutes les majors affichent aujourd'hui des profits indécents. Le 28 avril, TotalEnergies a annoncé 5,8 milliards de dollars de bénéfices au 1^{er} trimestre 2026, en hausse de 50 % par rapport à la même période de l'an dernier. British Petroleum, Shell, Exxon, Chevron-Exxon tutoient les mêmes montants. Pouyanné, le PDG de Total, s'en est félicité lors de la publication de ses résultats le 29 avril, disant que dans les mois à venir, l'entreprise ferait encore mieux, une manière de tirer à la hausse le prix de ses actions. En situation de monopole, Total fait partie de ces mastodontes de l'économie qui y font la pluie et le beau temps, et ce depuis les débuts du 20^e siècle. Extracteurs, raffineurs, transporteurs, distributeurs, les majors du pétrole sont d'un bout à l'autre de la chaîne en position de force depuis que cette ressource irrigue l'économie capitaliste. Et ils imposent leur dictature. En France, celle-ci s'appuie sur un lien fusionnel avec l'appareil d'État.

UNE CRÉATION DE L'ÉTAT FRANÇAIS

TotalEnergies, aujourd'hui privée et si profitable, est l'héritière de deux entreprises bâties

par l'État français à l'époque du partage du monde entre grandes puissances impérialistes : Total et Elf. En 2000, Total a racheté Elf, dont l'image était écornée par une affaire de corruption, de rétro-commissions et autres délits financiers.

Total s'appelait autrefois la CFP (Compagnie française des pétroles). Elle fut créée aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Au cœur des rivalités entre vainqueurs, il y avait la question du pétrole, une ressource appelée à devenir incontournable pour alimenter l'industrie, en particulier chimique, et tous les véhicules et équipements utilisant les moteurs à combustion. Les États-Unis en produisaient les deux tiers sur leur sol, les Anglais avaient des concessions en Iran tandis que des réserves venaient d'être découvertes en Irak, désormais sous leur contrôle. Arrivée tardivement dans la course, la bourgeoisie française put compter, comme toujours dans les entreprises de rapine coloniale, sur son État pour lui paver la voie au Moyen-Orient et en particulier dans le secteur de l'or noir. Il n'était pas question pour elle de risquer ses capitaux dans ces entreprises de prospection et de forage hasardeuses. L'État français le ferait à sa place pour le pétrole découvert dans le nord

de l'Irak. Depuis cette époque, les peuples du Moyen-Orient sont plongés dans l'enfer des rivalités impérialistes pour le pillage du pétrole.

Côté français s'ébauchait une division des tâches promise à un bel avenir : à l'État le soin d'user de diplomatie ou de faire la guerre, aux polytechniciens celui de prospecter et de faire tourner la compagnie, aux financiers des grandes banques parisiennes celui d'y placer des capitaux peu risqués et gagés sur la rente pétrolière. Car si l'État en impulsa la création, il en confia très vite les rênes à des intérêts privés.

ELF ET LA FRANÇA-FRIQUE

L'autre branche de Total, c'est Elf, fruit de la volonté des sommets de l'État français et du général de Gaulle de réduire la dépendance au pétrole des concurrents impérialistes comme les États-Unis. Au Moyen-Orient, la CFP était largement dans l'ombre des majors britanniques et américaines.

C'est sur les États africains riverains du Golfe de Guinée qu'ont porté les efforts de la France pour trouver de nouvelles sources de pétrole. Après la découverte de gisements, l'État français donna les pleins pouvoirs à cette entreprise



Le système de la Françafrique : Chirac entouré des chefs d'État gabonais et congolais Omar Bongo (gauche) et Denis Sassou N'Guesso (droite) en 2005.

publique pour s'y établir et assurer l'approvisionnement de la métropole en pétrole brut. Il s'agissait alors de bâtir une entreprise entièrement intégrée : de l'extraction à la distribution en stations-service, l'entreprise assurait l'ensemble des étapes. C'est de ces structures qu'hérite aujourd'hui TotalEnergies, ce qui lui permet d'être en situation de monopole sur le marché français.

L'autre fonction d'Elf en Afrique était d'être un bras armé de la France dans ses ex-colonies, une sorte d'État parallèle, doté d'un service de renseignement et de paramilitaires recrutés chez des anciens des guerres coloniales. À ce titre, Elf fut le pivot de la Françafrique, ce système destiné à perpétuer la domination coloniale française sous d'autres formes. Ce fut la mise en place d'un système de contrôle et de corruption des dirigeants africains avec qui Paris avait négocié les indépendances formelles en 1960. En les arrosant directement de l'argent du pétrole et en les défendant militairement contre leur peuple ou contre d'autres cliques militaires, il s'agissait d'en faire des défenseurs des intérêts de l'impérialisme français. Valises de billets, livraisons d'armes, financement de partis d'opposition fantoches, écrasement des

opposants réels, y compris par des assassinats politiques, tout était permis, et une bonne partie de ces basses œuvres passait par Elf. La corruption s'étendait à la métropole, afin d'acheter le silence des grosses écuries politiques à droite comme à gauche.

Le pétrole était exporté vers la métropole sans que la ressource contribue à un quelconque développement des pays africains. Le système perdure, mais prend aujourd'hui des formes plus sophistiquées et moins traçables. En Birmanie, Total a été confondu pour s'être livré, tout au long des années 2000, aux mêmes pratiques et avoir collaboré avec la junte militaire pour profiter de la réduction en esclavage des populations, enfants compris, qui travaillaient sur les oléoducs de la compagnie.

TOTAL ET L'ÉTAT FRANÇAIS AUJOURD'HUI

La Françafrique a pris maintenant du plomb dans l'aile et les intérêts de Total se sont en partie déplacés. Mais l'entreprise actuelle a hérité de ce pillage colonial, des positions gagnées par le passé, des pratiques et des méthodes des précédents dirigeants.

Bien qu'actuellement privatisée, elle a hérité des mille liens humains et politiques qui la lient à l'État français sur les plans militaire et diplomatique.

L'Ouganda en fournit un exemple. Total lorgne sur les gisements qui y ont été découverts en 2006 autour du lac Albert. Depuis, l'entreprise et les autorités locales multiplient les efforts pour accélérer la réalisation d'un immense projet de forage auquel s'ajoute la construction d'un oléoduc. En coulisse, Total peut compter sur l'implication directe des sommets de l'État français, des hauts fonctionnaires du quai d'Orsay et de l'ambassade de France à Kampala, la capitale, pour nouer des relations avec les autorités ougandaises. Le président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 40 ans semble pressé d'en accélérer la réalisation et entrevoit des perspectives d'enrichissement pour lui-même et son clan. Il a levé les obstacles juridiques et fiscaux qui entravaient le projet. Des troupes ougandaises ont été déplacées dans cette région instable et frontalière de la République démocratique du Congo où se trouvent les puits. Des programmes de coopération militaire ont vu le jour dont celui de la formation des régiments de l'armée ougandaise



L'arrestation d'un étudiant ougandais manifestant contre le projet de TotalEnergies (Kampala, le 15 septembre 2023). Sur la pancarte : « Total : cessez de financer la répression! ».

par la 27^e brigade d'infanterie de montagne. À l'instruction militaire s'ajoutent des cours de français. Une police pétrolière a été créée pour surveiller les abords des sites pétroliers. D'après des témoignages recueillis, les représentants de Total ne se déplacent pas sans ces hommes armés dans le but d'intimider les habitants et d'accélérer les expropriations. 100 000 personnes auraient déjà été chassées de leurs terres sur le trajet de l'oléoduc. Des dizaines d'ONG locales ont été suspendues.

La relation fusionnelle entre la diplomatie française et TotalEnergies est telle que cela fait peu de sens de les distinguer. Pour occuper ses postes de

direction, Total débauche d'anciens hauts-fonctionnaires qui ont fait carrière dans les ministères des Armées, des Affaires étrangères et de l'Industrie. Ancien élève de l'école des Mines et en poste au ministère de l'Industrie ainsi que dans différents cabinets dans les années 1990 avant de rejoindre Elf, Patrick Pouyanné en est l'illustration. Selon le jugement d'un ancien ministre, « [il] est plus puissant que beaucoup de ministres et, dans beaucoup de pays, il est considéré comme un représentant de la France plus stable et plus connu ». Trente des actuels 300 hauts cadres de l'entreprise sont passés par le quai d'Orsay et *Le Monde* notait en 2024¹ que

nombre d'entre eux utilisaient encore leur passeport diplomatique lors de leurs déplacements. Ils sont à la direction des affaires internationales de la firme et se servent de leurs connaissances des dossiers, des réseaux et des liens bâtis au sein de la haute administration. Total impulse aussi le mouvement inverse et compte sur le recyclage de ses dirigeants à tête des institutions publiques et des agences de régulation.

L'appui de l'appareil d'État français se matérialise aussi par les garanties financières qu'apportent les institutions bancaires publiques. Dans le cas de Total et de son projet ougandais, c'est la BPI (Banque publique d'investissement) qui apporte des fonds que les banques privées françaises sont réticentes à investir en raison de l'instabilité dans la région des Grands lacs. Ces fonds publics et projets aident en réalité d'autres secteurs de la bourgeoisie française car une myriade de sous-traitants s'engouffre dans le sillage creusé par Total et l'État. C'est ainsi que le géant de la métallurgie Vallourec qui fabrique des tubes en acier pour la pétrochimie et l'automobile a emporté une partie du marché de l'oléoduc.

La symbiose entre Total et l'État français se poursuit donc. Elle sert autant les profits des actionnaires de l'entreprise que les intérêts de l'impérialisme français à plus long terme à travers les relations de dépendance qui s'instaurent entre la France et les États pauvres détenteurs de réserves d'hydrocarbures.

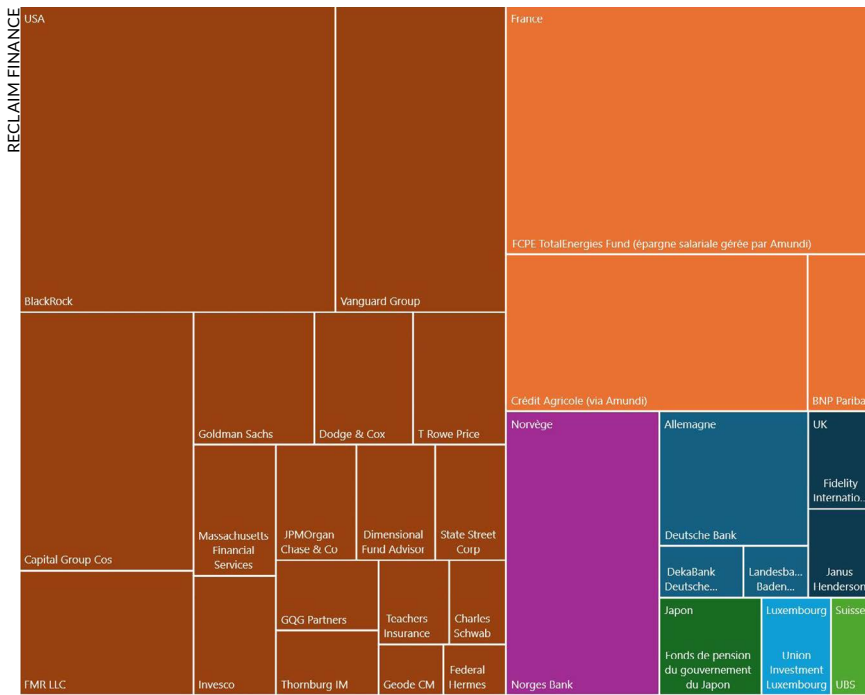
UNE ENTREPRISE FINANCIARISÉE

L'actuelle TotalEnergies est née de la fusion en 2000 entre la CFP et Elf, privatisée en 1994. Elle figure parmi les toutes premières entreprises cotées à la Bourse de Paris, en termes de capitalisation. Elle l'est aussi à New-York. Ce n'est pas chose facile de connaître la liste et la part des principaux actionnaires de TotalEnergies. À la demande d'une commission d'enquête du Sénat en 2024, elle a



Patrick Pouyanné reçu comme un chef d'État par Vladimir Poutine à Sotchi en 2014.

1 « Comment TotalEnergies et la diplomatie française travaillent main dans la main », *Le Monde*, 23 mai 2024



Les principaux actionnaires de TotalEnergies en 2024.

été établie comme ceci : 55 % des actionnaires seraient Européens avec une majorité d'actionnaires français (environ 30 %), dont le Crédit Agricole et sa filiale Amundi, qui gère entre autres le portefeuille d'actions salarial, ainsi que la BNP. Cette dernière décennie, les actionnaires nord-américains, dont BlackRock, Vanguard, Capital Group et Goldman Sachs, occupent une place grandissante au point de détenir 40 % des actions, ce qui fait dire aux rapporteurs de la commission Yannick Jadot (les Écologistes) et Roger Karoutchi (Les Républicains) que ces évolutions « portent en elles un risque de changement de nationalité du groupe ». Ils s'inquiètent de « la fin de la "mondialisation heureuse" et [de] la résurgence des conflits [qui] remettent au premier plan l'impératif de souveraineté énergétique [...] », preuve que les clivages politiques peuvent s'estomper devant les intérêts de l'impérialisme français !

Pour l'heure, Total étend aussi son influence aux États-Unis, en particulier au Texas dans la ville d'Arlington où la compagnie s'est acquis la complicité de la municipalité pour exploiter des dizaines de puits de gaz de schiste au mépris des habitants qui dénoncent déjà des ravages écologiques et sanitaires importants².

Comme bien des firmes

multinationales, Total tire profit, en plus de ses activités strictement extractives et productives, de la spéculation financière et rackette les pays producteurs. C'est là l'autre levier pour dégager des profits indécents. Il n'y a là rien de très nouveau et depuis la naissance des majors du pétrole, celles-ci ont su s'entendre pour dicter leurs prix aux pays producteurs, en formant de véritables cartels. En réaction, les pays exportateurs ont donné naissance à l'OPEP pour tenter de desserrer l'étau de l'impérialisme mais sans jamais réussir à briser les liens de dépendance qui les y liaient.

Aujourd'hui, dire comme le

font les commentateurs que « le marché » fixe les prix, comme si le marché était une abstraction, une nébuleuse indépendante des intérêts financiers des groupes qui y vendent leur production, c'est dédouaner ces derniers. C'est utiliser des éléments de langage pour camoufler la réalité de la dictature des majors du pétrole qui ont quantité de moyens d'en influencer le cours en agitant la menace de la pénurie ou en ralentissant l'extraction pour faire baisser l'offre.

Si le cours du baril fluctue au quotidien, c'est en réaction à des événements et à une situation bien concrète mais aussi en fonction des informations et des anticipations des traders, anticipations basées sur les informations que produisent les pétroliers eux-mêmes qui sont les seuls à connaître réellement l'état de leurs stocks et les capacités productives de leurs puits. En avril, c'est ainsi que Total a réalisé un milliard de dollars de bénéfice sur un coup spéculatif en pariant sur la fermeture du détroit d'Ormuz et en rachetant des stocks énormes de brut. De plus, du jour au lendemain, les prix à la pompe ont augmenté alors même que les stocks écoulés dans les stations avaient été achetés avant le déclenchement de la guerre, le 28 février 2026.

Parmi ses centaines de filiales, dispersées dans 130 pays, TotalEnergies possède des filiales de trading implantées à Genève en Suisse, à Singapour en Asie, à Houston au Texas et



Total promet des sacrifices, complaisamment relayé par la presse.

2 « Total City, la ville du gaz de schiste, qui va accueillir la Coupe du monde », Reporterre, mai 2026



SINDIPETRONF.ORG-BR

Des travailleurs brésiliens en grève devant le siège de Petrobras en décembre 2025.

à Dubaï aux Émirats arabes unis, autant d'États où les entreprises échappent à l'impôt sur les bénéficiaires.

Qui aujourd'hui peut dire précisément ce qu'il se passe au niveau d'un groupe intégré comme Total où l'opacité règne à chaque étape, de l'extraction à la commercialisation du produit ? C'est à un tel point que, grâce à la complaisance de l'État français et de ses services fiscaux, TotalEnergies peut échapper à l'impôt sur les sociétés en France en déclarant vendre à perte. Éditorialistes et économistes répètent ce mensonge à l'envi sur les plateaux de télévision et dans les colonnes de la presse au point de laisser entendre que l'entreprise serait désintéressée et rendrait service aux consommateurs français. Total déclare en effet que ses activités de raffinage, en grande partie réalisées en France, sont déficitaires. C'est en réalité à l'échelle du trust tout entier que les profits se font et qu'ils sont finalement centralisés et redistribués aux actionnaires.

DES PROFITS BÂTIS SUR L'EXPLOITATION

Derrière les bénéfices de Total, il y a avant tout l'exploitation

capitaliste des travailleurs et celle-ci se déroule sur tous les continents et à toutes les étapes de la chaîne, de l'extraction à la distribution.

En France, comme ailleurs, les raffineries tournent 24 heures sur 24 avec des travailleurs en 5x8. Ce sont les horaires décalés, le travail de nuit, les rythmes de travail imposés par la direction – et la fatigue – qui s'intensifient. Comme le reste du patronat, Total supprime des emplois et fait reposer la charge sur ceux qui restent. Comme les autres, il ferme des sites, comme celui de Grandpuits, en Seine-et-Marne. Ce sont aussi les économies de bout de chandelle en refusant de réaliser les investissements nécessaires au renouvellement des infrastructures polluantes voire dangereuses qui exposent directement les ouvriers qui y travaillent. C'est le blocage des salaires depuis des années alors que les profits du groupe explosent. Les économies passent aussi par un recours massif à la sous-traitance, en mettant la pression sur des entreprises prestataires qui paient les travailleurs au lance-pierre et à qui sont externalisées les tâches les plus dangereuses de maintenance et de nettoyage. C'est par exemple la mort en 2019 de Cédric Marchand, salarié sous-traitant de

Total sur le site de Gonfreville en Seine-Maritime, victime d'une chute de 8 mètres lorsqu'une rambarde a cédé sur le flanc d'une installation. Sur le même site, il y eut cinq incendies en 2021 et en octobre de la même année la mort par arrêt cardiaque d'un autre prestataire. Dans la foulée du procès, un militant CGT témoignait : « *Au quotidien, la réalité du travail, outre des accidents graves, voire mortels, ce sont des blessures fréquentes, une usure [...], des maladies professionnelles dues à l'exposition à des produits toxiques, des sous-traitants qui tentent de dissimuler des accidents pour ne pas perdre leur marché.* »³

Dans les pays pauvres où Total se comporte dans la plus pure tradition coloniale, c'est encore pire. Pour les travailleurs, ce sont des journées sans pauses, des licenciements immédiats après une blessure, des superviseurs qui exacerbent les tensions ethniques entre travailleurs pour les diviser.

La dictature de Total est celle de la bourgeoisie. Pour des raisons historiques qui tiennent au rôle du pétrole dans l'économie actuelle, les capitalistes de ce secteur arrachent habituellement la part du lion. Mais c'est à une seule et même classe sociale que les travailleurs ont affaire.

15 juin 2026

³ Delattre S., « TotalEnergies en procès : derrière la mort de Cédric Marchand, des sous-traitants sous pression », *La vie ouvrière*, 26 février 2026.



États-Unis: une naissance révolutionnaire occultée

Le 4 juillet 2026 marque le 250^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance contresignée par les représentants de treize colonies britanniques rassemblés à Philadelphie au sein du second Congrès continental. C'est l'acte juridique de leur émancipation de l'empire britannique et de la formation des États-Unis d'Amérique.

Cet anniversaire va donner lieu à d'importantes célébrations dans ce pays. Elles ont déjà commencé : le nationalisme français s'est joint, très provisoirement, à celui d'outre-Atlantique lorsque la patrouille de France a sillonné le ciel de New York début juin avec ses fumées bleu-blanc-rouge, telles que les ont vues les médias français cocardiers, mais tout autant rouge-blanc-bleu, couleurs du drapeau américain.

Il est difficile de savoir par avance si les vedettes de ces festivités seront les « pères fondateurs » (Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, John et Samuel Adams, etc.) de la république américaine ou bien l'ego de son actuel président. Tirant la couverture à lui comme il le fait souvent, Trump n'a que faire de l'organisation America250 mise sur pied depuis plusieurs années en vue de ce 250^e anniversaire. Il a ordonné la création d'un autre organisme, Freedom 250, chargé de le mettre au centre de l'attention. La Maison Blanche a produit une série de vidéos sur les événements de 1776 dans lesquelles le nom de Trump est abondamment prononcé par l'historien qui introduit cette série.

L'utilisation politique de la célébration de révolutions du passé ne peut surprendre, particulièrement en France où l'État a le culot d'organiser chaque année un défilé militaire en l'honneur de l'armée le 14 juillet, bien que, lors de cette journée d'insurrection

de 1789, la population pauvre parisienne ait mené bataille contre l'armée de l'époque.

Aux États-Unis, le cru 2026 est marqué par le cours particulièrement réactionnaire des politiciens actuellement au pouvoir. Dans une des vidéos de la Maison Blanche, le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, fait lui-même le récit de la création de l'armée américaine en 1775, dont pourtant le 250^e anniversaire a déjà été célébré l'an dernier. C'est pour ce militariste l'événement

majeur de toute cette période de la révolution américaine et il prend soin d'expliquer qu'elle a été créée par le Congrès, par en haut, et par George Washington, nommé général en chef par ce Congrès. Peu importe que cette prise de contrôle ait eu lieu après les deux premières batailles (celle de Lexington et Concord le 19 avril 1775, et celle de Bunker Hill le 17 juin 1775) menées par les milices populaires.

La volonté des concepteurs de la série de vidéos de Freedom 250



À Washington, 4 juillet 2025, à la veille du défilé militaire célébrant la création de l'armée américaine : «Merci... mais pas de chars».

est clairement de passer sous silence la mobilisation révolutionnaire croissante au sein des colonies britanniques au cours des années 1760 et 1770. Et de magnifier les exploits guerriers des héros, tels que les ont peints les artistes contemporains ou du siècle suivant et tels qu'ils ont été mis en scène par des générations d'historiens officiels ou conformistes. C'est ainsi qu'ils font débiter le 19 avril 1775 le récit des événements ayant mené à l'indépendance, gommant la lutte d'intérêts économiques, et donc la lutte des classes, qui déchirait les colonies britanniques depuis une quinzaine d'années. Pour la trame de cette première révolution américaine, on pourra se référer à l'exposé donné au cours de la récente fête de Lutte ouvrière, accessible sur Youtube¹.

GUERRE D'INDÉPENDANCE OU RÉVOLUTION AMÉRICAINNE ?

Aujourd'hui, après un quart de millénaire, les réactionnaires au pouvoir à Washington peuvent parfois parler de « révolution américaine », sans craindre d'encourager des contestations sociales ou politiques. Ils se gardent toutefois d'expliquer les raisons de cette révolution et les forces sociales qui s'y sont affrontées. Mais pendant longtemps, les tenants du conservatisme préféraient parler de « guerre d'indépendance » afin de mettre l'accent sur les généraux et les batailles militaires, plutôt que sur la lutte des classes.

Pourtant, ce fut une révolution : sans l'initiative des masses, sans la transformation de paysans, d'artisans, de gens du peuple en combattants acharnés, comment à la fin du 18^e siècle, l'empire britannique, le plus riche du monde, s'étendant sur tous les continents, possédant une armée professionnelle très bien entraînée, aurait-il pu être battu dans une région qu'il contrôlait depuis un siècle et demi, par une population américaine quatre fois plus faible que celle de Grande-Bretagne,



Le général Washington traverse le Delaware (E. Leutze, 1851), conduisant l'armée américaine à la victoire de Trenton, en décembre 1776.

et n'ayant que des milices pour se défendre ? Sur le papier, et dans la tête des dirigeants de l'empire, l'armée britannique ne pouvait qu'imposer sa loi. Mais, la mobilisation révolutionnaire de la population, surtout en Nouvelle-Angleterre et particulièrement au Massachusetts, en a décidé autrement.

Cette révolution populaire s'est déroulée avant la transformation radicale de la société par la révolution industrielle et la naissance du prolétariat industriel. Elle a eu lieu à une époque où la bourgeoisie était une classe montante, animée par l'ambition de prendre le pouvoir et de transformer le monde. C'est donc une révolution bourgeoise, tout comme l'a été la révolution française quelques années plus tard. Il n'y a pas lieu de s'étonner que l'ère de la bourgeoisie montante ait été marquée par des révolutions populaires : la bourgeoisie n'a pu surmonter les obstacles pour se hisser au pouvoir et abattre les anciens régimes royaux qu'en s'appuyant sur les masses populaires mobilisées.

Mais elle en a gardé la direction à son profit.

UNE RÉVOLUTION BOURGEOISE INACHEVÉE

Cette première révolution aux États-Unis n'a pas hissé uniquement la bourgeoisie marchande au pouvoir, une fois le pouvoir britannique défait. Elle a donné naissance à un État bâti en commun avec les grands propriétaires de terres et d'esclaves du Sud. Pendant trois quarts de siècle ces deux classes sociales exploiteuses, mais dont l'assise économique était différente et à un certain point contradictoire – la bourgeoisie possédant les moyens de production industriels se renforçant avec le développement du capitalisme –, se menèrent une lutte tantôt sourde, tantôt presque ouverte pour le contrôle du pouvoir fédéral à Washington. Ce compromis sans cesse bousculé par le développement – démographique, géographique

1 <https://youtu.be/htNtQD9Ptqc?list=PLW6Gam0XuH1HQ-pMkwXVluj9-guGgq0n>



Des soldats britanniques tirent sur des manifestants bostoniens désarmés, le 5 mars 1770 (gravure d'époque).

et économique – fulgurant des États-Unis a fini par voler en éclats au cours d'une seconde révolution bourgeoise, achevant la tâche de la première, prenant là encore la forme d'une guerre civile en 1861 : la guerre de Sécession.

La Déclaration d'indépendance ratifiée le 4 juillet 1776 porte la marque de ce compromis. Son assertion la plus connue – « *Tous les hommes sont créés égaux* » – est un monument de l'hypocrisie bourgeoise qui met en avant l'égalité devant la loi pour masquer les inégalités sociales accrues par son régime économique. Elle est d'autant plus mensongère dans un pays bâti en bonne partie sur le travail des esclaves.

Thomas Jefferson, rédacteur de la Déclaration d'indépendance, lui-même propriétaire d'esclaves et représentant de la Virginie, une colonie dominée politiquement par la classe des propriétaires d'esclaves, faisait partie de ces privilégiés à la fois portés par la révolution qui se développait et conscients qu'ils dansaient sur un volcan populaire aspirant non seulement à en finir avec l'oppression coloniale, mais aussi confusément avec les inégalités sociales. Il était aussi convaincu que l'esclavage ne pouvait être la base du développement économique du pays en cours de fondation, qu'il était une forme économique du passé et non de l'avenir. Il souhaitait

convaincre les propriétaires d'esclaves de limiter la traite venant d'Afrique dans l'espoir que l'esclavage, en tant que système d'exploitation, s'éteindrait paisiblement dans un avenir lointain.

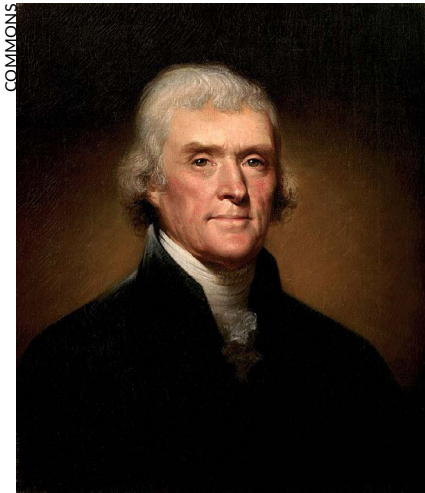
Jefferson avait donc inclus dans sa déclaration d'indépendance originale une critique morale de l'esclavage soigneusement formulée pour ne pas heurter de front la classe dont il était issu puisqu'il dénonçait la monarchie britannique pour avoir imposé ce système à ses colonies. Même cela était trop pour les représentants des esclavagistes de Géorgie et Caroline du Sud, qui s'employèrent à ce que ce passage ne figure pas dans la version finale votée le 4 juillet. Ils eurent en cela l'appui – selon les mémoires de Jefferson lui-même – de représentants de plusieurs colonies du Nord, dont les armateurs tiraient beaucoup de profit de la traite négrière.

La Constitution des États-Unis, adoptée onze ans plus tard en 1787, après la guerre d'indépendance, marque la fin de la période révolutionnaire et scelle l'alliance de la bourgeoisie marchande et des propriétaires de terres esclavagistes et leur partage du pouvoir. L'esclavage n'y est pas mentionné, ni même les esclaves auxquels il est tout de même fait référence sous le terme « autres personnes », comptant pour trois cinquièmes des hommes blancs auxquels ils s'adjoignent afin de déterminer

le nombre de représentants que chaque État envoie au Congrès fédéral. Cette disposition avantage les États esclavagistes. D'autres articles stipulent que « *l'importation de telles personnes* » – en clair la traite négrière – ne peut pas être interdite au cours des vingt années qui suivent l'adoption de la Constitution ; ou que les États où « *des personnes devant service ou travail* » – en clair des esclaves – en fuite se sont réfugiées doivent les capturer et les rendre à leurs propriétaires. Cette Constitution, toujours en vigueur bien que modifiée au fil du temps par 27 amendements, affirme donc l'oppression tout en l'euphémisant.

L'HISTOIRE EST UN COMBAT POLITIQUE

Après la guerre de Sécession, dont l'issue a fermement établi le pouvoir exclusif de la bourgeoisie sur l'État fédéral et permis le développement fiévreux du capitalisme américain débarrassé du boulet de l'esclavage, les traits de classe de la Déclaration d'indépendance, le caractère révolutionnaire de la guerre contre la Grande-Bretagne et la sanctification honteuse de l'esclavage dans la Constitution ont été largement passés sous silence par les présidents successifs et les historiens et intellectuels au service de l'ordre bourgeois.



Thomas Jefferson (1743-1826).

Mais, de façon moins visible, d'autres auteurs ont décrit les injustices sociales générées par les classes exploiteuses qui se sont hissées à la tête de la révolution américaine. Des militants marxistes ont analysé cette lutte de classe. En France, on connaît l'historien engagé Howard Zinn (décédé en 2010) et son *Histoire populaire des États-Unis*, écrite en 1980 et traduite en français en 2003. Il porte l'attention du

lecteur, dans les chapitres sur l'indépendance, sur la lutte des femmes, y compris de la bourgeoisie, qui ont participé à la révolution sans en avoir reçu le droit de vote ; sur les Noirs que le général Washington refuse dans un premier temps d'incorporer dans l'armée américaine, permettant au pouvoir colonial britannique de promettre la liberté aux esclaves qui s'enrôleraient dans ses troupes ; sur les Amérindiens et leurs territoires, objets de convoitise des dirigeants américains. Il décrit les insurrections d'artisans, employés, journaliers, contre les marchands profiteurs de guerre qui s'enrichissent en fournissant l'armée de Washington et sont responsables de l'inflation qui provoque la misère ; la déception des soldats américains, démobilisés après la victoire de Yorktown en 1781 et la capitulation des généraux britanniques, qui avaient cru aux promesses du Congrès de leur accorder une pension leur permettant de devenir propriétaires ; les révoltes contre les impôts que le Congrès décida

alors que la révolution américaine avait été en bonne partie une insurrection contre les taxes imposées par Londres.

Parmi les écrivains connus en France, il faut aussi citer Howard Fast (décédé en 2003), compagnon de route du Parti communiste américain (stalinien), auteur d'une biographie du révolutionnaire Thomas Paine et de plusieurs romans, pas toujours traduits en français, sur la révolution américaine. Dans ces romans, Fast s'attache à montrer la transformation de gens ordinaires en révolutionnaires sous le coup des événements. Il place le lecteur au niveau des masses agissantes, loin de la nombreuse littérature qui ne s'intéresse qu'aux « grands hommes », à leurs déclarations et aux batailles où ils ont commandé.

Que cela plaise ou non aux partisans d'hier et d'aujourd'hui du capitalisme, à Trump et à ses acolytes, les États-Unis sont nés d'une profonde révolution populaire.

16 juin 2026

NEW YORK PUBLIC LIBRARY



FAMOUS WHISKEY INSURRECTION IN PENNSYLVANIA.

Un collecteur d'impôt couvert de goudron et de plumes par une foule en colère au cours de la révolte contre la taxe sur le whisky (1790-1794) imposée par le nouvel État américain.

LE PARTI BOLCHEVIQUE

Des origines du mouvement révolutionnaire en Russie à la révolution d'Octobre 1917

Rémi Adam



HISTOIRE

Les bons caractères

Une nouvelle histoire du Parti bolchevique

Parution : troisième trimestre 2026.

Rémi Adam, *Le Parti bolchevique. Des origines du mouvement révolutionnaire en Russie à la révolution d'Octobre 1917*, Les bons caractères, 448 pages.

COMMONS



Saint-Petersbourg, 1897. Membres de l'Union pour la libération de la classe ouvrière, matrice du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

En partant de la gauche :

**– Debout : L. Maltchenko, P. Zaporjets, A. Vaneiev
– Assis : V. Starkov, G. Krjijanovski, V. Lénine, J. Martov.**

Ce livre bénéficie de l'apport de nombreux témoignages et travaux publiés sur le mouvement révolutionnaire en Russie depuis la parution, en 1963, de celui de l'historien trotskyste Pierre Broué, dont la majeure partie était consacrée à la période stalinienne. L'ouvrage de Rémi Adam s'attache aux origines du Parti bolchevique, aux conditions de son développement et aux questions militantes, politiques et organisationnelles qui l'animèrent jusqu'à la révolution prolétarienne d'Octobre 1917.

Durant près d'un demi-siècle, le combat contre l'autocratie tsariste fut porté par le courant populiste. Inauguré par

des intellectuels révoltés par le maintien de la société dans l'arriération, ce mouvement voulait renverser le pouvoir absolu des tsars et la domination des grands propriétaires en s'appuyant sur les masses paysannes, maintenues dans les fers du servage jusqu'en 1861. Mais les illusions des *narodniks* (populistes) des années 1870 et de leurs héritiers se heurtèrent à la passivité des campagnes. Certains s'engagèrent dans la voie du terrorisme individuel, et parvinrent à tuer le tsar Alexandre II en mars 1881. Loin d'être l'étincelle qu'ils en attendaient, ces actes courageux renforcèrent l'autocratie et ses traits les plus réactionnaires.

Conscients de cette impasse, d'autres militants se tournèrent vers le marxisme et le prolétariat industriel.

L'essor du mode de production capitaliste avait en effet fait naître une classe ouvrière combattive, concentrée dans de très grandes entreprises de la métallurgie, du textile, du pétrole et dans les mines.

En 1883, Plekhanov jeta les bases du groupe Libération du travail, la première organisation se donnant comme perspective le renversement révolutionnaire de l'autocratie par la classe ouvrière. Par-delà les frontières et ses origines, cette dernière constituait une seule et même classe et disposait d'une force gigantesque à même d'abattre également la domination de la bourgeoisie. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), fondé en 1898, inscrivait ce combat dans celui de la Deuxième Internationale. Ses militants s'étaient formés au contact des socialistes d'Europe, à la lecture des ouvrages de Marx, d'Engels et de Kautsky, le principal théoricien du Parti social-démocrate allemand (SPD).

Les conditions spécifiques de la Russie imposaient de disposer d'une organisation centralisée, rompue aux méthodes conspiratives et constituée de militants entièrement tournés vers cette tâche. C'est en direction de la construction d'un tel parti que fut lancé le journal *Iskra* (L'Étincelle) et que l'activité des cercles sociaux-démocrates, en Russie et en exil, fut orientée.

Le Parti bolchevique, qui allait prendre forme au sein du POSDR après la rupture avec sa

minorité menchevique en 1903, se développa en l'absence des libertés démocratiques et des quelques droits que le mouvement ouvrier occidental avait arrachés à la bourgeoisie. Sans possibilité d'agir à travers l'activité syndicale, sous la pression constante de la censure, de la police et de ses agents, la construction de ce parti fut une lutte permanente. Elle fut également le fruit de débats politiques démocratiques et passionnés entre militants, dans sa presse et dans ses rangs. Au fil des années, il réussit à bâtir un réseau de révolutionnaires profondément liés à la vie, aux luttes et aux aspirations du prolétariat.

Après le Dimanche rouge de janvier 1905, qui vit la population ouvrière de Saint-Petersbourg manifestant pacifiquement se faire massacrer sur ordre du tsar, le prolétariat se souleva. Il créa des conseils ouvriers, (les *soviets*), s'engagea dans une grève générale puissante en octobre et dans une insurrection à Moscou en décembre. Les militants bolcheviques acquièrent alors une expérience inégalée, au rythme de la révolution et des initiatives

des masses ouvrières, allant des grèves à la lutte armée, à l'aide aux chômeurs et à la simple propagande.

Entre 1908 et 1911, le reflux de la vague révolutionnaire, porta au Parti bolchevique une série de coups qui faillirent l'emporter. À ceux assénés par le pouvoir, les emprisonnements, les déportations, les exils forcés, les exécutions, s'ajoutaient les effets de la démoralisation. La quasi-totalité des intellectuels désertèrent ses rangs.

C'est pourtant vers cette organisation dont le noyau avait tenu bon que le prolétariat se tourna lorsqu'il reprit le combat à partir de 1912. Tandis que lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale les autres sections de l'Internationale socialiste se rallièrent à leurs bourgeoisies respectives, les bolcheviks résistèrent aux pressions nationalistes et guerrières. À l'arrière comme au front, ses militants maintinrent le drapeau de l'internationalisme prolétarien. En février 1917, après trois ans d'un conflit qui avait condensé et aggravé toutes les contradictions sociales, la classe ouvrière renversa le tsar et s'organisa de

nouveau en soviets, faisant alors de la Russie « *le pays le plus libre du monde* » (Lénine).

Le gouvernement provisoire de Kérénski issu de cette insurrection de février demeurait cependant le serviteur de la bourgeoisie impérialiste et russe comme des propriétaires fonciers. Tandis que l'économie s'effondrait, il maintint la Russie en guerre, refusa tout partage des terres, toute liberté aux minorités nationales. Fort de la confiance gagnée durant les années de reflux, le Parti bolchevique gagna à lui la majorité des travailleurs et des paysans pauvres.

Puis, en octobre 1917, il organisa la prise du pouvoir pour sauver la révolution du danger d'effondrement économique et d'une dictature militaire et engagea la construction du premier Etat ouvrier.

Les expériences accumulées par les militants bolcheviques, et les conclusions qu'ils en ont tirées, constituent un capital irremplaçable pour tous ceux qui œuvrent à la reconstruction d'un parti communiste, révolutionnaire et internationaliste.

21 avril 2026



Le massacre du Dimanche rouge de janvier 1905, par Wojciech Kossak (1856-1942).

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochure, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière, à l'adresse:
www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

La Voie de Lénine – Un journal ouvrier révolutionnaire, trotskyste et internationaliste en Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale
n° 183 – 3€

Les États-Unis sous Trump: l'autoritarisme au service du grand capital
n° 182, 8 novembre 2025 – 3 €

Maghreb: les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants
n° 181, 10 mai 2025 – 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples
n° 180, 15 mars 2025 – 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?
n° 179, 1^{er} février 2025 – 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
n° 176, brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) – août 2023 – 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
édité par Lutte ouvrière – 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

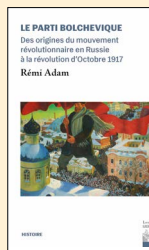
Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

À paraître

Le Parti bolchevique
Des origines du mouvement révolutionnaire en Russie à la révolution d'octobre 1917

Rémi Adam

Collection Histoire – 460 pages
448 pages – 21 €



Dernières parutions

J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimeur
Avant 1848 et après – Souvenirs d'un vieux communiste
Friedrich Lessner

Collection Témoignages
152 pages – 11 €



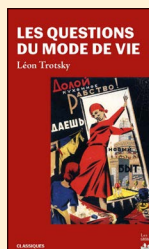
J'ai allumé le feu
Une grève, un collectif: Chausson 1975
Pierre Chaze

Collection Témoignages
160 pages – 11 €



Les Questions du mode de vie
Léon Trotsky

Collection Classiques – 13 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière - PAT
BP 20029 - 93501 Pantin cedex
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA
<http://www.the-spark.net>



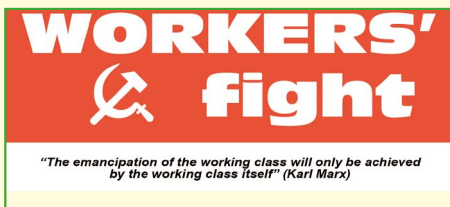
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE
Abonnement un an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement un an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

